

Elle agit pour les enfants atteints de cancer, la CNAS signe un partenariat avec les centres de radiothérapie publics et privés

P-05

Hydrocarbures et mines:

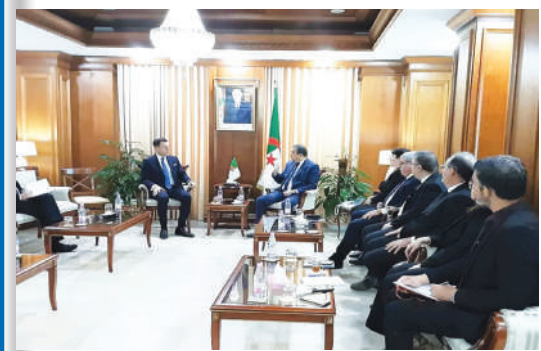
P-02

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D' INFORMATION /Mercredi 22 Octobre 2025//N° 1188// PRIX 20DA

Pour mettre fin au conflit du Sahara occidental

Arkab reçoit l'ambassadeur de l'UE en Algérie



Le Polisario prêt à engager des négociations directes avec le Maroc

p- 03



Le Polisario se dit «fermement convaincu» qu'une issue pacifique au conflit est « non seulement urgente, mais également possible ». Cette conviction s'appuie sur les principes du droit international et sur les résolutions onusiennes qui prévoient un référendum d'autodétermination, engagement que le Conseil de sécurité de nouveau examiner les prochains jours.

L'enquête du média L'Informé le révèle :

Les Émirats arabes unis derrière la cabale contre le député Carlos Martens Bilongo

P-04

Il appelle à réactiver le canal sécuritaire gelé entre Paris et Alger

P-04



Laurent Nunez
veut tourner la page des tensions diplomatiques

Au cœur de l'exposition internationale ADEX

P-02

Chanegriha salue le savoir-faire technologique de la Corée du Sud

Le général d'armée Saïd Chanegriha a pris part à la troisième journée de l'Exposition internationale de l'aérospatial et de la défense (ADEX 2025). Il y a découvert les dernières avancées technologiques dans les domaines de la défense, de l'aéronautique et des véhicules spéciaux. Il a réaffirmé la volonté de renforcer la coopération bilatérale et le partage d'expertise avec les entreprises sud-coréennes.



Elle investit dans l'ingénierie et les infrastructures énergétiques

Bonatti élargit sa coopération avec Sonatrach

Le groupe italien Bonatti confirme son ambition de devenir un acteur clé du développement énergétique algérien. Reçu par le ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, son PDG, Andrea Colombo, a réaffirmé la volonté du groupe d'élargir sa coopération avec Sonatrach, notamment dans les domaines des hydrocarbures, du gaz et des mines.



■ Karima Baba Aissa

Dans le cadre du développement des partenariats stratégiques entre l'Algérie et l'Italie, le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, lundi, le président-directeur général du groupe italien Bonatti, Andrea Colombo. La rencontre, qui

s'est tenue au siège du ministère, s'est déroulée en présence de la secrétaire d'État chargée des Mines, Karima Bekir Tafer, ainsi que de plusieurs hauts responsables du département. Selon un communiqué du ministère, cet entretien a permis d'examiner les perspectives de coopération et d'investissement entre la société nationale Sonatrach et Bonatti, entreprise italienne de référence dans le domaine

du génie industriel et énergétique. Les discussions ont porté sur le développement des activités en amont pétrolières et gazières, l'augmentation de la capacité de production du gaz naturel et la réalisation de projets d'ingénierie et de construction d'infrastructures dans les secteurs pétrolier, gazier et minier. Mohamed Arkab a salué à cette occasion « l'excellence des relations entre l'Algérie et l'Italie dans le domaine énergétique », mettant en avant « un modèle de coopération fondé sur la confiance mutuelle, le transfert de savoir-faire et la convergence des intérêts économiques ». Il a souligné que ces relations s'inscrivent dans un contexte international marqué par la transition énergétique et la recherche de nouveaux équilibres dans les échanges énergétiques. Les deux parties ont convenu de renforcer la coopération technique et les investissements conjoints, notamment à travers la participation de Bonatti à de futurs projets structurants dans les hydrocarbures et les mines. Ces initiatives visent, selon le ministère, à soutenir la croissance du secteur énergétique algérien et à consolider le partenariat stratégique entre Alger et Rome. Pour sa part, Andrea Colombo a réaffirmé « la volonté de Bonatti de renforcer sa présence en Algérie et de poursuivre la collaboration fructueuse avec Sonatrach », citant de possibles développements dans « l'exploitation, le transport et la construction d'infrastructures énergétiques et minières ». Il a également exprimé la disponibilité de son groupe à « proposer des solutions techniques et d'ingénierie innovantes » destinées à améliorer l'efficacité des projets et à accompagner les objectifs algériens en matière de transition énergétique et de réduction des émissions. Basée à Parme, Bonatti figure parmi les principales entreprises européennes actives dans l'ingénierie, la construction et les services industriels liés au pétrole, au gaz et à l'énergie. Forte de plus de soixante-quinze ans d'expérience, la société intervient dans de nombreux projets en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient, et collabore depuis plusieurs années avec Sonatrach à la réalisation d'importantes infrastructures énergétiques en Algérie.

K.B.A.

Avec l'innovation et la durabilité comme leviers Vers une refonte complète du secteur agricole

Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche s'apprête à franchir une nouvelle étape dans la modernisation du secteur agricole. Une conférence nationale, prévue les 27 et 28 octobre au Centre international de conférences Abdelatif-Rahal d'Alger, sera consacrée à ce vaste chantier stratégique. Placée sous le thème de la modernisation et de la durabilité, cette rencontre rassemblera un panel d'experts nationaux et internationaux spécialisés dans les domaines de l'agriculture, de l'innovation et de la sécurité alimentaire. Elle se donne pour objectif de repenser le système agricole national afin de bâtir une agriculture performante, résiliente et durable, à même d'assurer la souveraineté alimentaire du pays. Selon le communiqué du ministère, les débats porteront sur plusieurs axes jugés prioritaires : l'intégration des technologies modernes pour améliorer la productivité et la rentabilité, l'exploitation optimale des ressources hydriques, la modernisation des infrastructures agricoles, le développement de mécanismes de financement adaptés et la généralisation de la numérisation dans la gestion du secteur. Les participants examineront également les modalités de réorganisation du ministère et de ses organismes sous tutelle, la gestion numérique du foncier agricole ainsi que l'apport des biotechnologies dans la création de variétés adaptées aux changements climatiques. Pour le ministère, cette conférence illustre une nouvelle vision de l'agriculture algérienne, fondée sur l'innovation, la coopération et le progrès scientifique. Elle vise à instaurer un dialogue constructif entre chercheurs, cadres du secteur, opérateurs économiques et institutions publiques afin de faire émerger des solutions concrètes aux défis actuels. À travers cette initiative, le gouvernement entend donner une nouvelle impulsion à la politique agricole nationale, en conciliant performance économique, durabilité environnementale et justice sociale. L'ambition est claire : bâtir un secteur agricole moderne, moteur du développement national et garant d'une sécurité alimentaire durable.

R.E.

Prônant transparence et responsabilité

Amar Takdjout assainit l'UGTA et dénonce les dérives internes

■ Par Kader M.

Dans une interview accordée au quotidien « El Khabar », Amar Takdjout, le SG de l'UGTA, n'a pas manqué de s'étaler sur plusieurs points inhérents au monde des travailleurs. Il a ainsi révélé la tenue d'une rencontre bilatérale avec la Confédération des employeurs avant la fin 2025. Laquelle rencontre aura pour objet la discussion sur l'organisation d'une tripartite dans le contexte actuel. S'agissant du dossier prioritaire du président de la République, en l'occurrence la numérisation, Amar Takdjout a insisté sur la nécessaire responsabilité de tous quant à mener l'opération à terme, en dépit des résistances constatées ici et là. S'agissant des dysfonctionnements relevés récemment par lui-même, le patron de l'UGTA n'y est pas allé avec le dos de la cuillère pour les confirmer effectivement de par leur consignation dans le rapport moral et financier qu'il a présenté récemment aux secrétaires des fédérations et unions nationales. Il fera part alors de l'héritage d'une situation non conforme du tout aux statuts de l'Union générale des travailleurs. Il s'agit de pas moins de 38 unions de wilaya et 18 fédérations nationales activant en dehors de toute légalité, auxquelles s'ajoutent l'absence de documents comptables précis, les retards accusés par les rapports financiers, et la non-justification de certaines dépenses. Pis encore, le SG a fait part de la découverte d'une dette extérieure de 70,4 millions de dinars et des créances non remboursées envers l'UGTA totalisant 154 millions de dinars, dues par

des unions de wilayas. De ce fait, la centrale syndicale a saisi les instances judiciaires, afin qu'elles statuent sur ces infractions. Du coup la remise à l'ordre était impérative, avec la nécessité de dresser un bilan général de la situation de l'UGTA, afin de faire apparaître ces points positifs et négatifs. Cependant, la récupération des acquis et des traditions de l'Union à l'exemple du dialogue, de la concertation, de la réflexion et de la production d'arguments solides pour la négociation avec les partenaires sociaux demeure le pilier de la démarche selon Takdjout. Ce dernier a d'ailleurs exigé de tous les syndicalistes et cadres de revoir leur mentalité et méthodes de travail, car le colmatage des brèches demeure impossible sans l'élimination des pratiques parasites, qui n'ont cessé de nuire non seulement à l'ambiance au sein de l'organisation, mais aussi dans le pays. Tout cela à cause de certains individus malintentionnés qui cherchent à déstabiliser l'État et l'UGTA. Afin d'étayer ces cas de figure, Takdjout a fait part dans l'entretien de sa volonté d'en finir avec l'hypocrisie et l'égoïsme, qui gangrènent l'union, à l'exemple du refus de l'application des statuts internes et des lois de la République, mais exigent que les autres les respectent. Cela est inacceptable. Certains cadres refusent d'appliquer les statuts internes et les lois de la République, mais exigent que les autres les respectent. C'est inacceptable. Cependant l'application de la loi du 23/02 de notre part, malgré la forte résistance, est l'exemple clair et précis. L'exemple clair de notre démarche, a fait savoir la même source. Cette

dernière insiste aussi sur le fait de n'avoir pas reculé, puisque la force d'un État réside dans le respect de ses lois, et dans la création d'un climat favorable à la confiance entre le peuple et ses dirigeants. Mais nous n'avons pas reculé, car la force d'un État réside dans le respect de ses lois, et dans la création d'un climat favorable à la confiance entre le peuple et ses dirigeants. À la question du renouvellement des mandats des structures syndicales, le SG de l'UGTA a fait part de l'application de la loi quant au remplacement des 18 fédérations et à la nomination de nouveaux responsables, dans le strict respect de la loi 56 limitant les mandats, tout en faisant état de la découverte des fraudes, notamment des personnes réelles illégalement élues, en l'absence de tout document prouvant leur ancien mandat. Car après enquête, il s'est avéré qu'elles n'avaient pas le droit de se représenter, selon la loi 23/02 et les informations obtenues auprès des administrations de tutelle. Pour ce qui est de la relation avec les partenaires, Takdjout insiste plutôt sur les approches qui varient selon que la vision de certains ministères ayant une culture du dialogue, alors que d'autres la rejettent. Des ministres ignorent les conférences sectorielles, ce qui nuit gravement à leurs employés. De ce fait, le SG de l'UGTA demande l'ouverture du dialogue, recommandé à maintes reprises par le président de la République. Au vu des retards qu'a connus le dossier des travailleurs des corps communs, pour des raisons techniques, le même responsable s'est engagé pour sa résolution rapide, afin de garantir l'égalité et la justice

sociale. Pour cela, un comité de l'UGTA y travaille déjà à la comparaison de leur situation avec les autres catégories et à la proposition de solutions concrètes. S'agissant de la tripartite, au demeurant constituant le plateau des négociations habituelles de l'UGTA, Takdjout a fait savoir qu'aucune tripartite ne peut se tenir sans une base solide et un programme bien préparé entre les parties. Cependant, une rencontre bilatérale est prévue avec la confédération patronale d'ici la fin de l'année afin d'évaluer la nécessité d'une tripartite, selon les données nationales disponibles. Pour ce qui est de la conciliation de la défense des droits des travailleurs et du soutien aux efforts de développement de l'État, la même source fait part de la non-opposition de la défense des droits des travailleurs à l'essor du développement national, d'autant plus que le discours est réaliste et responsable. Du coup, Takdjout insiste sur une véritable synergie entre syndicats, entreprises et État, avec des solutions pratiques et durables au lieu de simples revendications. Enfin, pour ce qui est de sa position pour la généralisation de la digitalisation, Amar Takdjout explique que la digitalisation signifie surtout la transparence totale, notamment pour les dossiers sensibles tels que celui des finances, tout en rappelant la persistance de la résistance. Les réformes lancées par le président de la République sont majeures, et doivent faire l'objet de soutien par tous. Pour cela, l'avancement dans le processus de réformes structurelles demeure tributaire de l'élimination des blocages.

K.M.

L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zoulouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
TEL/fax: 023.70.99.92
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

Pour mettre fin au conflit du Sahara occidental

Le Polisario prêt à engager des négociations directes avec le Maroc

Le Polisario se dit «fermement convaincu» qu'une issue pacifique au conflit est « non seulement urgente, mais également possible ». Cette conviction s'appuie sur les principes du droit international et sur les résolutions onusiennes qui prévoient un référendum d'autodétermination, un engagement que le Conseil de sécurité doit de nouveau examiner dans les prochains jours.



■ Par Younes B.

À quelques jours de l'examen par le Conseil de sécurité du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), le Front Polisario a annoncé, lundi, avoir transmis au secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, une « proposition élargie » destinée à relancer le processus politique enlisée depuis plusieurs années. Le document, dont le contenu n'a pas été rendu public, émane du président sahraoui, Brahim Ghali, et se veut, selon un communiqué officiel, une contribution à la recherche d'une « solution mutuellement acceptable » au conflit qui oppose le mouvement indépendantiste au Maroc depuis près d'un demi-siècle. Le Front Polisario affirme que cette nouvelle proposition repose sur « le principe de l'autodétermination du peuple du Sahara occidental » ainsi que sur « le rétablissement de la paix et de la stabilité régionales ». Ce texte, précise encore le communiqué, entend offrir un cadre de règlement politique respectueux du droit international et des résolutions des Nations unies. L'orga-

nisation sahraouie, qui contrôle une partie du territoire et revendique la souveraineté sur l'ensemble du Sahara occidental, présente ce document comme une initiative ouverte au dialogue. « Nous sommes disposés à partager les «coûts de la paix» avec l'autre partie, à savoir le Maroc, si le royaume manifeste la volonté politique nécessaire », affirme le texte, insistant sur la nécessité d'une « solution juste, pacifique et durable » garantissant aux Sahraouis leur droit à l'autodétermination. Le Polisario se dit « fermement convaincu » qu'une issue pacifique au conflit est « non seulement urgente, mais également possible ». Cette conviction, ajoute le mouvement, s'appuie sur les principes du droit international et sur les résolutions onusiennes qui prévoient un référendum d'autodétermination, un engagement que le Conseil de sécurité doit de nouveau examiner dans les prochains jours. En relançant cette initiative, Brahim Ghali cherche à replacer la question sahraouie au cœur de l'agenda diplomatique des Nations unies, alors que le processus mené par l'envoyé spécial de l'ONU, Staffan de Mistura, reste au point mort, faute d'accord sur les conditions d'une reprise des pourparlers di-

rects. Le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) a réitéré, dans son message, la disponibilité du Front Polisario à engager « des négociations directes et sérieuses avec le Maroc, de bonne foi et sans conditions préalables, sous les auspices des Nations unies ». Ces discussions, précise-t-il, devraient se dérouler « dans l'esprit et le contenu de la proposition élargie » transmise à Antonio Guterres. L'annonce du Front Polisario intervient dans un contexte diplomatique sensible, marqué par les débats récurrents au sein du Conseil de sécurité sur le renouvellement du mandat de la MINURSO et sur les conditions d'une éventuelle reprise du processus de paix. En choisissant ce « moment » pour adresser sa proposition, le Polisario entend rappeler que, malgré l'impasse, il demeure disposé à une solution politique négociée, à condition que le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui soit pleinement respecté. Le message adressé à New York se veut ainsi, selon plusieurs observateurs, une tentative de redonner souffle à un dossier longtemps relégué à l'arrière-plan, dans un contexte où la région du Maghreb demeure traversée par de fortes tensions géopolitiques . Y.B.

Le Qatar condamne les violations sionistes et appelle à protéger le peuple palestinien

Le Qatar condamne toutes les violations et pratiques de l'entité sioniste dans les territoires palestiniens, ainsi que la poursuite de la violation du cessez-le-feu dans la bande de Gaza. L'émir du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, a déclaré hier que Doha rejetait fermement toutes les violations commises par l'entité sioniste en Palestine, notamment la transformation de la

bande de Gaza en une zone « impropre à la vie humaine », et la poursuite des agressions malgré le cessez-le-feu. « Nous réaffirmons notre condamnation de toutes les violations et pratiques (sionistes) en Palestine, en particulier la transformation de la bande de Gaza en un lieu invivable, ainsi que la poursuite des violations du cessez-le-feu », a affirmé Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani dans son discours annuel

devant le Conseil législatif à Doha. L'émir qatari a exhorté la communauté internationale à « assumer ses responsabilités dans la protection du peuple palestinien et à veiller à ce que les auteurs du génocide soient tenus responsables ». Le Qatar, rappelons-le, joue un rôle clé de médiateur dans le cadre du cessez-le-feu conclu le 9 octobre à Gaza, ravagée par une agression génocidaire depuis le 7 octobre 2023.

ÉDITORIAL
l'EXPRESS

Les jeux de coulisses du Makhzen

■ Par Merouane Korso

La fin du mois d'octobre coïncide, depuis 1991 pour les Sahraouis, avec la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU autour de la problématique du conflit au Sahara occidental. Faute de consensus entre les deux parties au conflit, le royaume du Maroc, puissante occupante depuis 1975, et le Front Polisario, représentant le peuple sahraoui en lutte pour son indépendance politique, le Conseil de sécurité de l'ONU reconduit pour six mois ou un an le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental (MINURSO). Cette force de l'ONU, stationnée quelque part à Layoune occupée, n'a jamais eu sa mission facilitée par le Maroc, qui fausse le jeu depuis le début du cessez-le-feu en 1991 et n'accepte pas l'organisation d'un référendum d'autodétermination dans ce territoire qu'il a occupé militairement en 1975 à travers une marche verte qui a permis aux soldats marocains d'entrer et de prendre possession d'un territoire abandonné par les Espagnols. Et, donc, la Minurso n'a pu organiser ce fameux référendum du fait de l'intégration par le Maroc de tribus non sahraouies comme population du Sahara occidental éligible au vote. Ce que le Front Polisario a refusé, car le stratagème de Rabat était de faire inscrire sur les listes électorales un nombre important d'électeurs non sahraouis, des Marocains en fait qui ont élu domicile dans ce territoire occupé, payés et nourris par le Makhzen, alors qu'à cette époque, le nombre total de Sahraouis recensés était plus ou moins de 70 000 personnes. Tout le problème de la décolonisation du Sahara occidental réside dans ce détail, mais un détail qui fait que le conflit perdure depuis maintenant 50 ans. Certes, dans les années 1990, il y a eu le processus de Manhasset, au cours duquel des négociations indirectes ont eu lieu dans la banlieue de New York, mais avec cette nouveauté que le Makhzen avait introduit une nouvelle proposition, la fameuse troisième voie, en remplacement de ses prétentions de souveraineté sur le territoire disputé, c'est-à-dire octroyer une large autonomie aux Sahraouis, qui pourront gouverner le territoire sous l'autorité de Rabat. Une proposition d'ailleurs soutenue à bout de bras par la France et les États-Unis, lesquels ont dans la foulée imposé au Maroc de reconnaître Al Qods occupée comme capitale de l'entité sioniste. C'est dire que le Maroc, le trublion de la région maghrébine, n'est pas prêt à lâcher sa proie. Pourtant, le Front Polisario vient de tendre une fois encore la main vers une sortie de conflit honorable pour le Makhzen en l'invitant à des négociations directes et sérieuses, de bonne foi et « sans conditions préalables », sous les auspices de l'ONU, sur la base de l'esprit et du contenu de la proposition élargie, dans le but de parvenir à une solution juste, pacifique et durable qui garantisse l'autodétermination du peuple sahraoui, conformément aux résolutions pertinentes des Nations unies, et rétablisse la paix et la stabilité régionales. Mais les Sahraouis restent sceptiques sur la volonté réelle du Maroc d'engager des négociations de paix qui ouvrent la voie vers l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental. Le Maroc, le Makhzen, ne font que tergiverser et faire durer leur occupation pour exploiter au maximum les richesses de ce territoire non autonome selon l'ONU, le dépouiller de tous ses biens et en faire une rente coloniale que certains pays européens, dont la France et l'Espagne, n'hésitent pas à soutenir à travers des accords agricoles et de pêche dénoncés par la société civile européenne et les ONG internationales. Du reste, dans les milieux dirigeants sahraouis, on n'est pas dupe des subterfuges du Makhzen, car dans sa lettre au SG de l'ONU, le président sahraoui Brahim Ghali a bien expliqué que «les sahraouis sont convaincus que parvenir à une solution pacifique, juste et durable au conflit du Sahara occidental, conformément aux principes pertinents du droit international, est non seulement urgent, mais également possible s'il existait une réelle volonté politique de s'éloigner des solutions de statu quo imposées unilatéralement, et s'il existait le courage politique et la clairvoyance nécessaires pour œuvrer ensemble à une paix globale et durable et à la construction d'un avenir commun fondé sur le respect mutuel, le bon voisinage et la coopération.»

M. K.

L'enquête du média L'Informé le révèle : Les Émirats arabes unis derrière la cabale contre le député Carlos Martens Bilongo

En mars 2023, le député de La France insoumise, Carlos Martens Bilongo, a co-rédigé un rapport parlementaire portant sur l'organisation de la COP28 aux Émirats arabes unis,



■ Par Boualem B.

Dans ce document, il avait formulé des critiques concernant cette organisation, comme il l'a rappelé lors d'une conférence de presse tenue à l'Assemblée nationale. Et la cabale contre lui en France a alors commencé. Mi-avril 2023, une enquête avait été ouverte à son encontre pour fraude fiscale et blanchiment de capitaux, à la suite d'un signalement de Tracfin. Elle a finalement été classée sans suite en janvier 2025, faute de preuves. Mais entre-temps, il a été victime de cyberharcèlement raciste

et de déchaînement médiatique à son encontre. Il a porté plainte à plusieurs reprises, tout en pointant du doigt le fait que « la présomption d'innocence, pour un Noir et un Arabe, ça n'existe pas en France ». Dans une enquête publiée lundi dernier par le média d'investigation L'Informé, il est révélé que la note de la cellule de renseignement financier de Bercy, Tracfin, qui visait Carlos Martens Bilongo en 2023, était « truffée d'erreurs ». « Dans la foulée de la publication du rapport », sur la COP28, Tracfin a commencé à « passer au peigne fin la situation financière » du député, « sans qu'aucune déclaration de soupçon ne lui ait été adressée

», écrit L'Informé. « L'alerte vient donc vraisemblablement d'une autre administration ou directement des Émirats arabes unis », conclut le média. Suite à la publication de cette enquête, Carlos Martens Bilongo a dénoncé un « scandale d'État » et une « ingérence étrangère ». « Un État étranger a déployé des moyens pour déstabiliser une institution, l'Assemblée nationale », a-t-il déploré. « Les dessous de cette affaire révélés aujourd'hui par la journaliste Aline Robert sont extrêmement graves. Les attaques de Tracfin n'ont pour seul fondement que les critiques du député à l'encontre des Émirats arabes unis, premier acheteur d'armes de la France, alors qu'il était coprésident de la mission COP27/COP28 », peut-on lire dans le communiqué du groupe LFI à l'Assemblée nationale. « L'article évoque une note truffée d'erreurs grossières, transmise à la justice sans base légale, ainsi qu'un déplacement suspect de hauts responsables de Tracfin à Dubaï, dirigé par Guillaume Valette-Valla. Le gouvernement doit désormais rendre des comptes sur ce qui s'avère être un véritable scandale, sur fond d'ingérence étrangère et de dévoiement du service public du renseignement », poursuit le communiqué, en appelant les médias qui ont consacré des heures d'antenne à accabler le député Carlos Martens Bilongo à consacrer autant de temps à rétablir son honneur et à faire état de la vérité sur cette affaire. La cheffe des députés insoumis, Mathilde Panot, a déclaré hier avoir « interpellé la présidente de l'Assemblée nationale », Yaël Braun-Pivet, sur le sujet et attendre « une réaction officielle ». Une question sur ce sujet a été posée au gouvernement hier après-midi dans l'hémicycle de l'Assemblée. Amélie de Montchalin, la ministre de l'Action et des Comptes publics, a évidemment démenti toute ingérence étrangère dans cette affaire. Elle a en effet assuré hier que la cellule de renseignement financier de Bercy avait travaillé à partir « d'une déclaration de soupçon qui a été adressée par une entité assujettie en France ». Mais pour beaucoup, il n'y a pas de doute, la main des Émirats arabes unis n'est pas étrangère à la cabale dont a été victime le député de 34 ans.

B.B.

Au service de l'occupant, contre la cause palestinienne Le Maroc s'allie à l'entité sioniste pour fabriquer des drones

Par Aida Mouni

Le journal espagnol El Independiente a révélé que le Maroc et l'entité sioniste ont franchi une nouvelle étape dans leur coopération militaire avec un projet d'usine de fabrication de drones sur le territoire marocain. Ce développement illustre l'intensification des liens sécuritaires entre Rabat et Tel-Aviv depuis la signature de leur accord de défense en 2021. Selon la publication, les échanges militaires entre les deux partenaires n'ont cessé de s'accroître, au point que le royaume est désormais le troisième plus grand importateur d'armes israéliennes au monde. Plusieurs systèmes ont été acquis, dont des dispositifs de défense antidrones. L'article souligne que le Maroc cherche à renforcer ses « capacités militaires » dans le domaine des drones, notamment dans la perspective de leur déploiement au Sahara occidental, territoire que Rabat revendique et contrôle en partie depuis 1975. Pour appuyer son propos, le quotidien cite une vidéo récente publiée par une société israélienne spécialisée dans la fabrication de drones, montrant un essai du modèle « SpyX » sur les terres sahariennes occupées. El Independiente rappelle que le Sahara occidental figure toujours sur la liste des territoires non autonomes des Nations unies, et demeure le dernier territoire africain en attente de décolonisation. La même source précise que le Maroc teste ce type d'aéronefs depuis au moins 2023, et que ces essais, jusque-là expérimentaux, se sont mués en véritable projet industriel. Le plan marocain prévoirait que l'entreprise israélienne construise sur son sol une usine destinée à la production et à l'assemblage des drones « SpyX ». Cette annonce intervient alors que le Front marocain de solidarité avec la Palestine et contre la normalisation multiplie les initiatives pour dénoncer les liens croissants entre le régime marocain et Tel-Aviv. Dans un communiqué, le collectif, qui regroupe plusieurs organisations et partis, affirme sa volonté de « poursuivre la lutte et redoubler d'efforts en soutien à la cause palestinienne ». Il appelle à la mobilisation populaire, au boycott des entreprises et institutions qui soutiennent l'ennemi, ainsi qu'à la dénonciation des « navires du génocide » accostant dans les ports marocains pour ravitailler l'entité sioniste en armement et munitions. Le Front a également exprimé sa profonde indignation face à l'absence de transparence entourant l'affaire du coordinateur du mouvement « BDS Maroc », plongé dans le coma à la suite d'un accident qualifié de suspect. Le collectif n'écarte pas une possible implication du régime du Makhzen, rappelant que le militant en question figure parmi les plus actifs opposants à la normalisation et aux escales de navires transportant des armes israéliennes dans les ports marocains. Les signataires du communiqué exigent la publication des résultats de l'enquête annoncée par le parquet marocain et s'interrogent sur la mise à l'écart du recours à la médecine légale, jugée essentielle pour faire la lumière sur les circonstances de cet incident. Le Front exprime enfin sa vive inquiétude pour la santé du militant, tout en réaffirmant sa détermination à poursuivre son combat contre la normalisation et pour la défense des droits du peuple palestinien.

A.M.

Il appelle à réactiver le canal sécuritaire gelé entre Paris et Alger

Laurent Nunez veut tourner la page des tensions diplomatiques

■ Par Par Karima Baba Aissa

Le ministre français de l'Intérieur, Laurent Nunez, a appelé à une relance de la coopération sécuritaire avec l'Algérie, gelée depuis plusieurs mois sur fond de tensions diplomatiques entre Paris et Alger, liées notamment au positionnement français dans le dossier du Sahara occidental. Invité lundi 20 octobre sur la chaîne d'information LCI, le successeur de Bruno Retailleau a reconnu l'existence d'un blocage dans les échanges sécuritaires entre les deux pays. Interrogé sur l'absence de communication entre les services de renseignement français et algériens, le journaliste a évoqué une situation « paradoxale » au vu des enjeux communs en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale. Le ministre a confirmé l'existence d'un tel dysfonctionnement : « Depuis le

déclenchement de la crise politique avec l'Algérie, le canal de communication sécuritaire direct est totalement à l'arrêt. C'est un problème que le dialogue avec les services de sécurité algériens soit interrompu et qu'il n'y ait plus d'échanges. Il faut qu'un jour, ce canal reprenne son activité. » Questionné sur la nature des informations échangées entre les deux pays avant la rupture, Laurent Nunez a souligné leur importance : « Oui, ce sont des informations qui peuvent être précieuses pour déjouer des attentats terroristes ou lutter contre la criminalité organisée... Il existe de nombreux scénarios possibles, c'est pourquoi il est essentiel que nous disposions d'un canal de communication direct. C'est indispensable ». Alors que certains observateurs lient la reprise de ce canal à un éventuel réchauffement politique entre les deux capitales, le ministre

s'est gardé de tout commentaire sur le plan diplomatique : « Je ne veux pas aller trop loin sur ce point. Je suis ministre de l'Intérieur... Je me limite à ce qui relève de mes prérogatives. » Laurent Nunez a toutefois rappelé avoir, dans ses précédentes fonctions au sein de l'appareil sécuritaire français, entretenu des relations « extrêmement fructueuses avec les autorités algériennes, très constructives pour les deux parties ». Ces déclarations marquent un changement de ton notable avec son prédécesseur Bruno Retailleau, dont les prises de position sur l'Algérie avaient contribué à tendre davantage les rapports bilatéraux. Nunez entend se montrer ferme dans l'application de la loi et dans la politique d'éloignement des étrangers en situation irrégulière, mais sans reprendre les accents polémiques du passé. Il a ainsi assuré qu'il continuerait à

faire preuve de la « même fermeté » que son prédécesseur, tout en évitant « les mots qui divisent ». Cette inflexion rhétorique semble indiquer une volonté de restaurer un climat d'échange plus pragmatique avec Alger. Le nouveau ministre, décrit dans les milieux administratifs comme un haut fonctionnaire « porté sur le dialogue » et rétif à la provocation, cherche manifestement à rétablir des passerelles avec un partenaire jugé incontournable sur les questions de sécurité et de migration. La France et l'Algérie avaient suspendu plusieurs cadres de coopération après les tensions diplomatiques apparues en 2021. Le souhait exprimé par Laurent Nunez d'une reprise du « canal sécuritaire » pourrait ainsi marquer le premier signe tangible d'un dégel progressif entre les deux pays.

K.B.A.

Elle agit pour les enfants atteints de cancer

La CNAS signe un partenariat avec les centres de radiothérapie publics et privés

Les traitements médicaux des enfants atteints de cancer figurent désormais parmi les actes pris en charge par la Sécurité sociale. En effet, la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) a signé hier une convention avec des centres de radiothérapie, privés et publics, pour la prise en charge des enfants atteints de cancer. Des professionnels de la santé ont salué cette initiative tout en appelant à ce que

Un couloir vert pour faciliter l'importation des pièces de rechange



De son côté, le ministère de la Santé a dans un communiqué rendu public rappelé que les hautes autorités accordent une attention particulière aux pathologies cancéreuses en raison des défis sanitaires et humains qu'elles représentent. Le ministère a précisé que des progrès significatifs ont été réalisés ces dernières années dans la lutte contre cette maladie, grâce à une stratégie nationale globale axée sur la fourniture de ressources matérielles et humaines, et des médicaments innovants destinés au traitement du cancer. Ces efforts, ajoute la même source, se sont traduits par la création et le développement de centres anticancer dotés d'équipements de pointe, à l'image des accélérateurs linéaires pour la radiothérapie, et ce au niveau de différentes wilayas. De plus, « de nouvelles unités de chimiothérapie ont été ouvertes afin de rapprocher les services de santé des citoyens et d'assurer une décentralisation des soins médicaux », ajoute le département de M. Ait Messaoudène. Ainsi, dans le cadre de la garantie de la continuité du service de santé, des mesures urgentes ont été prises pour remettre en service les accélérateurs linéaires dans les plus brefs délais, et ce, en renforçant la coordination entre les ministères de la Santé, de l'Industrie pharmaceutique, du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. Une nouvelle procédure appelée « couloir vert » a été instaurée pour faciliter l'importation des pièces de rechange et des fournitures techniques, tout en renforçant le suivi des contrats de maintenance afin d'assurer l'efficacité et la durabilité des équipements médicaux. Les efforts pour développer le système national de radiothérapie se poursuivent avec la création de nouveaux services dans les centres de lutte contre le cancer à Chlef, Laghouat, Médéa, Béjaïa et Tiaret, entre autres, cite le ministère. Des services similaires seront également intégrés dans les nouveaux hôpitaux de 240 lits, ce qui contribuera à accroître les capacités de prise en charge. Pour sa part, le programme d'action 2024-2028 de la Commission nationale de lutte contre le cancer repose sur cinq axes, à savoir « la prévention, le dépistage précoce, le diagnostic précoce, la prise en charge des patients atteints de cancer et de leurs parcours, et la recherche en oncologie ».

M. Ka

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale Abdelhak Saihi a supervisé hier au Centre familial de Ben Aknoun, en compagnie du ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudène, la cérémonie de signature d'un partenariat entre la CNAS et des centres de radiothérapie privés et publics pour la prise en charge des enfants atteints de cancer. Le ministre du Travail a précisé au cours de son allocution que l'Algérie adopte une approche globale et intégrée pour la prise en charge des maladies graves. M. Saihi a rappelé que la stratégie des hautes autorités du pays repose sur cinq axes majeurs. Il s'agit de la gratuité des soins, de l'intensification du maillage sanitaire, notamment de centres anticancers dotés d'équipements de pointe, et de la gestion optimale du secteur de la santé. Il est question aussi de réduire le flux des transferts à l'étranger pour soins, de la

■ Par Meriem Kaci

recherche scientifique et de la valorisation des compétences des médecins algériens. Le ministre a par ailleurs souligné l'importance de l'implication de tous les acteurs pour la réussite de ce projet, exprimant son engagement pour le suivi de l'exécution de ladite convention. Pour le Pr Abdelaziz Graba, chef de service de chirurgie oncologique au CPMC, il s'agit d'une « avancée » dans la prise en charge des cancers chez l'enfant. « C'est une bonne initiative qui va permettre aux établissements publics et privés de mieux s'équiper et de mieux prendre en charge les enfants », a-t-il dit en marge de la cérémonie de signature de la convention. Un avis partagé par Abdelkader Ben Hemadi, responsable de la clinique Encopole Espoir d'Oran. Ce dernier qualifie cette journée « d'importante » pour les patients, en particulier pour les enfants, exprimant son souhait que les adultes soient à leur tour pris en charge par les systèmes de sécurité sociale. L'Algérie, estime le Pr. Grabe, est en train de vivre une « transition épidémiologique ». Dans les années 1960 et

1970, dit-il, la population était menacée par des maladies infectieuses et transmissibles. Mais grâce à la vaccination et à l'amélioration des conditions de vie, « la situation a évolué et ces maladies ont été maîtrisées ». Parallèlement, « nous faisons face à une explosion des maladies non transmissibles », que Pr. Graba attribue à plusieurs facteurs, dont le vieillissement, les radiations provenant des essais nucléaires français, des facteurs génétiques et le surpoids. D'après les données épidémiologiques, l'Algérie compte entre 60 000 et 65 000 cas de cancer. « Mais, rapporté à la population, ce chiffre n'est pas énorme », estime le Pr. Graba qui établit un parallèle avec la France qui compte 400 000 cas pour 60 millions d'habitants. Il explique par ailleurs que certaines formes de cancer, à l'image du cancer du col de l'utérus, ont diminué grâce à l'amélioration des conditions de vie et d'hygiène. En revanche, le cancer du sein reste préoccupant avec l'enregistrement de près de 15 000 nouveaux cas cette année.

Médecine nucléaire

L'AIEA et l'Algérie renforcent leur coopération

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudène, a reçu, lundi dernier au siège du ministère, le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, en présence de plusieurs cadres de l'administration centrale, a indiqué hier un communiqué du ministère. Cette rencontre, ajoute la même source, s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations de coopération entre l'Algérie et l'AIEA, notamment dans les domaines des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire dans le secteur médical, et plus particulièrement pour le diagnostic et le traitement des maladies cancéreuses. L'entretien a porté sur les moyens d'élargir les perspectives

de coopération entre les deux parties à travers, notamment, le soutien aux programmes de formation dans les domaines de la médecine nucléaire et de la radiothérapie, en élaborant des programmes pour la formation des médecins et des opérateurs d'appareils médicaux dans ces mêmes spécialités. Les deux parties ont également abordé la création de centres de référence, à l'image du Centre de lutte contre le cancer (CLC) de l'hôpital universitaire de Bab El Oued, afin qu'il devienne un centre de formation et de transfert d'expertise, l'étude de la possibilité de former des formateurs algériens en collaboration avec les experts de l'Agence, tout en étendant ces initiatives au continent africain. Dans ce

contexte, Ait Messaoudène a affirmé que l'Algérie accorde une importance stratégique au partenariat avec l'AIEA, compte tenu de son rôle central dans le soutien aux États et le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Il a souligné aussi la volonté de l'Algérie de partager ses expériences et ses connaissances avec les pays africains dans ce domaine vital. Pour sa part, Rafael Grossi a salué le niveau de coopération existant avec l'Algérie, louant la compétence des cadres médicaux et scientifiques algériens. Il a réaffirmé la volonté de l'Agence de continuer à soutenir les programmes de formation et de développement technique en Algérie, eu égard à sa position privilégiée sur le continent africain.

L'Algérie investit dans les technologies du futur

L'USTHB lance le premier master national en contrôle et brouillage des drones

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a supervisé hier à l'université des sciences et de la technologie Houari-Boumediène de Bab Ezzouar (Alger) le lancement d'un master en contrôle et brouillage des drones. Ce programme, élaboré en collaboration avec l'École nationale supérieure des systèmes autonomes, constitue le premier master national spécialisé dans le contrôle des aéronefs sans pilote, a indiqué le ministre dans un post sur son compte de réseau social Facebook. L'objectif, a-t-il ajouté, est de « former des cadres et ingénieurs algériens capables de maîtriser la technologie des drones, en concevant et développant des systèmes intelligents capables de détecter, analyser et contrôler ces appareils, grâce à l'intelligence artificielle et à l'électronique de défense ».

ALGÉRIE

Nouvel appel d'offres d'achat de blé tendre

Des opérateurs européens ont rapporté que l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) a lancé un appel d'offres international pour l'achat d'environ 50 000 tonnes de blé tendre d'origines optionnelles, dans le cadre des efforts visant à renforcer le stock national de céréales. Selon Reuters, les opérateurs européens ont expliqué que la date limite de soumission des offres de prix est fixée à mercredi prochain et reste valable jusqu'à jeudi. Ils ont souligné que l'Algérie achète généralement des quantités supérieures au volume initialement annoncé dans ses appels d'offres. Selon les détails de l'appel d'offres, l'Algérie souhaite recevoir le blé sur deux périodes : la première du 1er au 15 décembre, et la seconde du 16 au 31 décembre, avec une date d'expédition anticipée d'un mois si le blé provient d'Amérique du Sud ou d'Australie. Le marché algérien est l'un des plus importants marchés d'importation de blé pour l'Union européenne, en particulier pour la France, bien que les exportateurs russes et les pays de la mer Noire continuent d'accroître leur présence sur le marché algérien. Lors de son dernier appel d'offres, annoncé le 23 septembre, l'Office algérien professionnel des céréales (OAIC) a acheté environ 500 000 tonnes de blé tendre, dont la majeure partie devrait provenir de la région de la mer Noire.

I.B.

IMPÔTS

Report de la souscription de la déclaration G50

La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé, lundi dans un communiqué, le report de la date limite de souscription de la déclaration G50 via le système "Jibaya'tic", au 23 octobre en cours.

"La DGI porte à la connaissance des contribuables soumis au régime du réel et du régime simplifié, relevant des structures dotées du système d'information Jibaya'tic, que la date limite de souscription de la déclaration G50, prévue au plus tard le 20 octobre 2025, est reportée jusqu'au jeudi 23 octobre 2025 (inclus)", est-il indiqué dans le communiqué.

Cette décision a été prise à l'effet de permettre aux contribuables de satisfaire à leurs obligations déclaratives "dans les meilleures conditions", ajoute la même source.

HYDROCARBURES ET MINES:

Arkab reçoit l'ambassadeur de l'UE en Algérie

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, M. Mohamed Arkab, a reçu, hier, l'ambassadeur de l'Union européenne en Algérie, M. Diego Meado. L'entretien s'est déroulé en présence de la secrétaire d'État auprès du ministre des Hydrocarbures et des Mines, chargée des Mines, Mme Karima Bakir Tafer, et de responsables du ministère.

Par : Ines B

Les deux parties ont discuté de l'état actuel et des perspectives des relations bilatérales entre l'Algérie et l'Union européenne, ainsi que des moyens de les renforcer dans le cadre du dialogue stratégique dans le domaine de l'énergie, notamment dans les secteurs des hydrocarbures et des mines", indique un communiqué du ministère publié sur sa page officielle facebook.

L'entretien a permis d'examiner les progrès réalisés dans la coopération énergétique existante entre les deux parties, notamment dans le domaine de l'approvisionnement de l'Europe en gaz naturel, du développement des gisements pour accroître les capacités de production et du renforcement de la coopération dans les domaines des technologies modernes de réduction des émissions et de l'empreinte carbone, des projets de capture du carbone et de la protection de l'environnement. Le développement de l'hydrogène a également été abordé dans le cadre du projet Corridor Sud H₂, qui relie l'Algérie à l'Europe via l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche. L'objectif est d'exporter l'hydrogène à l'avenir et de contribuer à la transition énergétique et à l'efficacité énergétique. Au cours de la réunion, ajoute le communiqué, le ministre d'État a souligné que l'Algérie encourage les entre-



prises européennes à renforcer leur présence sur le marché national en investissant dans les secteurs des hydrocarbures et des mines. Il a souligné que l'Algérie s'est employée à créer un climat d'investissement stimulant et attractif grâce à de nouvelles réformes juridiques et réglementaires dans les secteurs de l'investissement et des hydrocarbures, qui offrent un cadre plus flexible et transparent pour faciliter les partenariats et soutenir les investisseurs étrangers. Les discussions ont également porté sur les perspectives d'investissement dans le secteur minier en Algérie et l'établissement de partenariats mutuelle-

ment avantageux avec des entreprises européennes, en mettant l'accent sur le transfert de connaissances, la formation et les technologies modernes, notamment dans les domaines de la recherche, de l'exploration, de la conversion et de la valorisation des ressources minérales, telles que les terres rares et les minéraux stratégiques. Ceci s'inscrit dans le cadre de la nouvelle loi minière, qui prévoit des facilités importantes et encourage la localisation de l'industrie minière en Algérie. Pour sa part, précise le ministère dans son communiqué, l'Ambassadeur Diego Meado s'est déclaré satisfait du niveau du dialogue straté-

gique entre l'Algérie et l'Union européenne dans le domaine de l'énergie, soulignant l'intérêt croissant des entreprises européennes pour le marché algérien et saluant le rôle de l'Algérie en tant que partenaire important et fiable pour garantir la sécurité énergétique européenne. Il a également exprimé la volonté de l'Union européenne de renforcer la coopération dans les domaines de la production d'hydrogène vert et bleu, de l'exploitation des minéraux stratégiques et de leur conversion au service des industries en général et de celles liées aux énergies renouvelables.

I.B.

ALGÉRIE-AIEA

Examen des moyens de renforcer la coopération bilatérale

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a reçu le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Rafael Mariano Grossi, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération entre les deux parties, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre, tenue au siège du ministère en présence de ses cadres, a porté sur "l'état d'avancement des

projets de coopération entre l'Algérie et l'AIEA, et les progrès positifs qu'ils enregistrent", selon le communiqué. A cette occasion, M. Adjal a insisté sur la nécessité pour l'Agence d'accompagner un ensemble de projets en Algérie, notamment ceux liés à la formation aux mécanismes d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et au transfert d'expertise dans le domaine des sciences et technologies nucléaires, notam-

ment la médecine nucléaire. De son côté, M. Grossi s'est dit "satisfait de la coopération avec l'Algérie que l'Agence considère comme un modèle à suivre dans ce domaine". Au terme de la rencontre, les deux parties ont réaffirmé la nécessité d'élargir la coopération entre l'Algérie et l'AIEA, qui œuvre à promouvoir l'utilisation sûre et pacifique des technologies nucléaires, conclut le communiqué.

Setram : Extension de l'application eTWASSEL

En application des instructions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la numérisation et à l'amélioration des services publics, et conformément aux directives du Ministre de l'Intérieur, des Collectivités Locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, la Société Setram annonce l'extension de l'application eTWASSEL aux utilisateurs d'iPhone (iOS), alors qu'elle était auparavant réservée aux utilisateurs d'Android.

"Cette application vise à renforcer les canaux de communication avec les usa-

gers du tramway en leur permettant de signaler immédiatement leurs préoccupations et observations, ainsi que d'acheter et de renouveler leurs abonnements par voie électronique, dans le cadre de l'amélioration du service public et de la modernisation de la gestion", indique Setram dans sa page officielle facebook. De son côté, l'Établissement National d'Exploitation et de Gestion des Gares Routières (SOGRALE) annonce la reprise normale de la vente de billets en ligne, après la finalisation des travaux de mise à jour de l'application Mahatati. Il

convient de noter que l'application « Mahatati » permet aux voyageurs d'acheter des billets par voie électronique et de consulter les horaires de voyage et l'emplacement des gares dans tout le pays, ce qui contribue à faciliter les déplacements des citoyens et à simplifier les procédures. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de numérisation et de modernisation des équipements publics de l'État, garantissant ainsi des services modernes, efficaces et accessibles aux citoyens.

I.B.



SONATRACH

Une délégation de la commission des affaires économiques de l'APN chez Hachichi

Le Président-directeur général (PDG) du Groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a reçu, au siège de la direction générale du groupe, une délégation de la commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce, et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN), conduite par la députée Samira Berhoum, en présence du Secrétaire général de Sonatrach, a indiqué hier un communiqué du groupe. Lors de cette rencontre tenue lundi, M. Hachichi a présenté un exposé sur les activités du groupe Sonatrach et ses efforts pour élargir les domaines de coopération avec les entreprises africaines, dans le cadre de sa stratégie qui vise à renforcer l'intégration de l'Algérie dans l'économie africaine, conformément à ses engagements envers les pays frères et amis du continent. Le responsable a souligné, dans ce contexte, le rôle de premier plan que joue Sonatrach à l'échelle continentale, saluant la complémentarité et la communication entre les institutions législatives et les entreprises économiques nationales, au service de l'économie nationale, à même de contribuer à la réalisation d'un développement durable.

DOHA

Arkab à la 27^{ème} réunion ministérielle du GECF

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, conduira une délégation de dirigeants du secteur à la 27^e réunion ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), prévue à Doha, au Qatar, du 22 au 23 octobre 2025. Cette réunion sera présidée par le ministre libyen du Pétrole et du Gaz, Khalifa Rajab Abdel Sadek, président de la session actuelle du Forum, et réunira les ministres en charge du secteur de l'énergie des États membres et observateurs, ainsi que des représentants d'organisations et d'institutions internationales concernées par les questions énergétiques. La réunion abordera l'évolution des marchés mondiaux du gaz et explorera leurs perspectives à court, moyen et long termes, ainsi que les mécanismes visant à renforcer la stabilité du marché, la sécurité de l'approvisionnement et l'équilibre entre l'offre et la demande. La réunion abordera également les moyens de renforcer la coopération et la coordination entre les États membres, ainsi que plusieurs questions organisationnelles et administratives liées à la gestion du Forum et au développement de ses performances institutionnelles. Dans un communiqué, le ministère des Hydrocarbures a affirmé que cette réunion constitue une occasion d'échanger des points de vue et de renforcer la coordination entre les États membres sur les défis auxquels est confrontée l'industrie du gaz naturel dans le contexte des transformations géopolitiques et énergétiques mondiales. Elle souligne également le rôle essentiel du gaz naturel en tant que source d'énergie propre et fiable, et un élément clé de la transition énergétique et du développement durable.

I.B.

AMAR TAKDJOUT, SG DE L'UGTA :

"Les décisions d'augmentation salariale sont stratégiques "

Le secrétaire général de la Centrale syndicale, Amar Takdjout, a salué les augmentations salariales annoncées par le président Abdelmadjid Tebboune à compter de l'année prochaine.

Par : Inès B.

"Les décisions en matière d'augmentation salariale sont cruciales et stratégiques, car elles s'adaptent aux évolutions de tous les secteurs. Elles concrétisent l'engagement du président à préserver et à protéger la dignité des travailleurs, ainsi qu'à respecter le caractère social de l'État en préservant leur pouvoir d'achat" a-t-il déclaré dans une interview accordée au quotidien « El Khabar » Il a appelé le secteur économique à entamer des négociations avec les représentants des travailleurs afin de « tester le terrain » des institutions économiques et de leur santé financière. Il a plaidé pour une augmentation salariale similaire, dans la limite des ressources disponibles et raisonnables. "Je tiens à préciser que, s'agissant des travailleurs du secteur économique, les augmentations salariales sont liées aux négociations et aux conventions collectives. Une institution économique ne peut approuver d'augmentations pour ses travailleurs que si sa santé financière le permet", dira MTakdjout avant de poursuivre " Au-delà de cela, des mécanismes doivent être envisagés pour permettre à ces institutions de générer des revenus pouvant être distribués aux travailleurs. Le soutien de l'État est hors de question, car le Trésor public



ne peut assumer la responsabilité d'un secteur censé être créateur de richesses, et non l'inverse. À ce titre, je tiens à souligner que la croissance du secteur économique est liée à la productivité et au confort financier, ainsi qu'à l'engagement des travailleurs, car il s'agit d'une responsabilité partagée". Il a également annoncé une réunion bilatérale avec la Fédération des employeurs avant la fin de l'année afin de discuter de la tenue d'une réunion tripartite dans le contexte actuel. Concernant le processus de numérisation, auquel le Président attache une grande importance, MTakdjout a souligné qu'il incombe à chacun de mener ce processus à bien, « malgré

les résistances constatées » ici et là. "On ne peut envisager une ou plusieurs réunions « tripartites » tant que des bases solides et solides n'ont pas été posées, ni qu'un programme coordonné entre les parties prenantes n'a pas encore été mis en place. Nous entretenons des contacts informels avec les organisations patronales, et une réunion bilatérale avec la confédération qui les représente est prévue pour la fin de l'année. Cette réunion abordera les questions les plus importantes concernant la classe ouvrière, élaborera des propositions concrètes pour améliorer les conditions de travail des employés du secteur privé et déterminera l'urgence d'organiser une

réunion tripartite sur la base de données nationales", précisera le SG de l'UGTA. Pour ce qui est de la numérisation, M Takdjout dira qu'elle implique la transparence et le suivi de l'évolution de diverses questions sensibles, notamment celles liées aux aspects financiers et à la manière dont les fonds sont dépensés. Cependant, cette initiative se heurte à la résistance de certains. Cependant, les réformes majeures engagées par le Président de la République dans ce domaine contribueront à renforcer la bonne gouvernance, et chacun doit s'unir pour éliminer les résistances à la numérisation afin de poursuivre le processus de réforme".

I.B.

DESSALEMENTS D'EAU DE MER

Un programme complémentaire de 2,8 milliards de dollars

Hachlaf Mouloud, assistant du PDG chargé de la communication auprès de l'AEC (Algerian Energy Company), a révélé hier que le deuxième programme complémentaire, qui comprend la construction de six nouvelles grandes stations s'étendant de l'est à l'ouest du pays, est en cours de lancement. La capacité de production totale est estimée à 1,8 million de mètres cubes par jour. Cela permettra de porter le taux de couverture des besoins en eau potable des citoyens à 60 %. Lors de son intervention à la radio chaîne 1, M. Hachlaf a déclaré que l'Algérie prend des mesures stratégiques pour assurer sa sécurité hydrique grâce à des projets ambitieux de dessalement d'eau de mer, fondés sur l'expertise nationale acquise en partenariat avec des pays étrangers depuis plus d'un quart de siècle. « Les études ont effectivement commencé, menées par du personnel algérien, et les sites des trois premières stations ont été sélectionnés à Chlef, Mostaganem et Tlemcen, régions souffrant d'une grave pénurie de précipitations.», a-t-il expliqué. Il a ajouté : « Ces stations se distinguent par leur vocation à alimenter les zones intérieures, et non pas seulement les zones côtières, sur une distance de 150 à 250 km.

Ceci s'inscrit dans une vision prospective et globale visant à assurer une distribution équitable de l'eau, compte tenu notamment des prévisions de baisse de 20 % des précipitations d'ici 2050 dans les pays d'Afrique du Nord, du Sahel et du Sahara, et de l'aggravation actuelle de la vague de sécheresse, à un rythme supérieur aux prévisions climatiques. » L'invité de la radio chaîne 1 a révélé que le coût estimé du deuxième programme complémentaire s'élève à environ 2,8 milliards de dollars et qu'il sera mis en œuvre avec une nouveauté : l'intégration des énergies renouvelables, notamment solaires, à un taux de 30 à 35 % actuellement, avec la possibilité d'atteindre 100 % à l'avenir, à l'instar de certaines expériences mondiales. Hachlaf a souligné que l'énergie représente 30 % du coût des usines de dessalement, faisant de l'option des énergies renouvelables un élément stratégique pour réduire les coûts et les émissions de carbone et favoriser la transition énergétique de l'Algérie. Il a ajouté : « Le premier programme de dessalement d'urgence, lancé en 2019-2021 et comprenant l'achèvement de cinq grandes stations, a marqué un tournant décisif. Ce programme a été motivé par une décision

politique visant à garantir initialement la sécurité hydrique de la capitale et de l'est du pays, grâce à des stations telles que Corso, Cap Djinet et La Marsa. Le processus s'est ensuite étendu à la construction de cinq grandes stations à El Tarf, Oran, Tipasa, Béjaïa et Boumerdès (Cap Djenet 02). » Dans ce contexte, il a souligné que ces stations ont été achevées en un temps record, malgré des circonstances difficiles, répondant à 42 % des besoins des habitants de ces zones, qui présentent une densité de population importante et une capacité de production journalière estimée à 1,5 million de mètres cubes. Il a précisé que la capacité de production actuelle de ces stations se répartit comme suit : El Tarf : 29,5 millions de mètres cubes, Oran : 37 millions de mètres cubes, Béjaïa : 11,5 millions de mètres cubes, Tipaza : 39 millions de mètres cubes. et Boumerdès : 31,7 millions de mètres cubes. Il a souligné que ces quantités d'eau de mer dessalée interviennent à un moment critique, le pays étant en proie à une sécheresse depuis plus de dix ans, entraînant une baisse du niveau d'eau des barrages et des puits.

Inès B.

TLEMCEN

Hausse de la production d'olives

Le volume de production de cette année connaît une hausse par rapport à l'année précédente, durant laquelle quelque 317.000 quintaux avaient été enregistrés, avec un rendement moyen de 20 quintaux à l'hectare. Cette amélioration est attribuée aux conditions climatiques favorables qui ont précédé la campagne actuelle, contrairement à la précédente.

Une production de 541.960 quintaux d'olives est attendue, dans la wilaya de Tlemcen, durant la campagne de récolte de la saison agricole en cours, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction des Services agricoles (DSA). La campagne, lancée récemment, cible une superficie estimée à 15.940 hectares, pour un rendement moyen prévu de 35 quintaux à l'hectare, a fait savoir Kamel Othmani, chef du bureau de l'organisation de la production agricole et de l'appui technique à la DSA. Othmani a précisé que 216.784 quintaux de la récolte seront destinés à la consommation (olives de table), tandis que 325.176 quintaux seront transformés en huile d'olive, via les 31 huileries et les 19 unités de conserves que compte la wilaya. Le responsable a souligné que le volume de production de cette année connaît une hausse par rapport à l'année précédente, durant laquelle quelque 317.000 quintaux avaient été enregistrés, avec un rendement moyen de 20 quintaux à l'hectare. Cette amélioration est attribuée aux conditions climatiques favorables qui ont précédé la campagne actuelle,



contrairement à la précédente, où les vents chauds avaient perturbé la floraison, provoquant des pertes importantes, a expliqué M. Othmani. Il a ajouté que la culture de l'olivier s'est développée dans la wilaya, grâce à l'intérêt croissant des agriculteurs pour cette filière, au remplacement

des arbres non productifs, à l'utilisation de l'irrigation au goutte-à-goutte, ainsi qu'aux soutiens apportés aux producteurs en matière d'engrais, d'irrigation, de réalisation de bassins d'eau et d'acquisition d'équipements mécaniques. La campagne de récolte a été précédée par des journées de

sensibilisation et des émissions diffusées sur «Radio Tlemcen», destinées à informer les agriculteurs sur l'importance de la protection des oliviers, d'éviter d'endommager les branches lors de la cueillette et de respecter les périodes de récolte, entre autres conseils.

AÏN TEMOUCHENT

800 PROJETS DU PROGRAMME D'APPUI

Les communes de la wilaya d'Aïn Temouchent ont bénéficié, ces trois dernières années, de 809 projets de développement dans le cadre du programme d'appui du développement économique et social des collectivités locales. Le total des affectations financières destinées à concrétiser ces actions de développement à travers les 28 communes de la wilaya d'Aïn Temouchent a atteint 7,43 milliards DA, dont 2,6 milliards DA en 2023 pour prendre en charge la réali-

sation de 379 projets et 2,34 milliards DA en 2024 pour le financement de 234 autres opérations de développement, précise la directrice de l'Administration locale, Nacera Sebaha. La wilaya d'Aïn Temouchent a enregistré, l'année en cours, 187 projets de développement pour une enveloppe financière de 2,4 milliards DA répartis à travers l'ensemble des communes, a ajouté la même responsable. En outre, 698 opérations de développement ont été achevées, au

cours de ces trois dernières années, et 84 autres, dont les travaux ont été achevés, sont en cours de réception. L'aménagement urbain, l'extension des réseaux d'AEP, l'assainissement, l'éclairage public, la réalisation des groupes scolaires primaires, des classes d'extension du même palier, des aires de jeu et des espaces verts sont les plus importants projets réalisés au titre de ce même programme.

GHARDAÏA

Salon régional de l'emploi

Plus d'une centaine d'opérateurs économiques, publics et privés, de dix wilayas du Sud-centre participent à un salon régional de l'emploi, ouvert lundi à Ghardaïa sous le thème «De la formation à l'insertion et la créativité». L'événement, dont le coup d'envoi a été donné par les autorités locales au complexe de l'artisanat au quartier de Bouhraoua, vise essentiellement à créer une synergie entre les espaces de formation et l'environnement économique, et faciliter le rapprochement entre les stagiaires et leur permettre d'accéder à l'emploi ou à la création d'entreprises, a affirmé le directeur de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mohamed Agueb. Il vise à expliciter aux demandeurs d'emploi toutes les mesures prises par les pouvoirs publics pour accompagner les préposés à l'emploi ou à la création d'entreprise, a indiqué de son côté Abdelhamid Badache, directeur de l'Emploi de Ghardaïa. Ce salon de deux jours a pour objectif de promouvoir l'insertion professionnelle et l'encouragement de l'esprit entrepreneurial et innovateur chez les jeunes, a souligné le wali de Ghardaïa, Abdellah Abinouar. Pour les organisateurs, le salon permettra également de développer une coopération régionale dans le domaine de l'emploi, d'échanger les expériences entre les directions de wilayas et de renforcer l'employabilité des diplômés d'universités et d'établissements de formation et d'enseignement professionnels, à travers la création d'espaces de rencontres directes entre les jeunes et les représentants des entreprises économiques. Plusieurs articles de l'artisanat et autres produits créés par les jeunes sont exposés dans les stands, tout comme des ateliers sont programmés pour informer les jeunes sur les mesures préconisées par l'Etat pour faciliter leur intégration dans le monde de l'entrepreneuriat, dans différents secteurs d'activités, à l'instar des énergies nouvelles, du tourisme saharien et de l'agriculture, des secteurs pourvoyeurs d'emplois dans les régions du Sud-centre du pays.

BOUMERDÈS

MISE EN SERVICE DE LA STEP EN 2026

Le parc industriel de Larbatache, à l'ouest de Boumerdès, sera renforcé par la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées (STEP) dont la mise en service est prévue au second semestre 2026, a-t-on appris, samedi, de la Direction locale des ressources en eau. «Le taux d'avancement de ce projet, doté d'une enveloppe d'1,9 milliard DA, est actuellement estimé à 43 %, et sa mise en service est prévue pour le second semestre 2026, conformément aux délais contractuels», selon les

explications fournies par le directeur par intérim des ressources en eau, Mohamed Kerchouche, à la wali Fouzia Naâma, lors d'une visite d'inspection du projet. Implantée sur une assiette de deux hectares du parc industriel de Larbatache, cette STEP est dotée d'une capacité de traitement de 5.000 m3 d'eaux usées/jour, soit l'équivalent des rejets produits par près de 35.000 habitants, selon sa fiche technique. Cet important projet est destiné à renforcer les infrastructures hydrauliques et environ-

nementales de la région, tout en contribuant à la protection et à l'amélioration de l'environnement grâce au traitement des eaux usées et à la réduction de la pollution industrielle. La wali a insisté, à cette occasion, sur la nécessité d'accélérer les travaux afin de réceptionner la station avant les délais prévus, soulignant l'importance de cet équipement pour le renforcement des infrastructures de base industrielles et l'amélioration du cadre environnemental et sanitaire de la wilaya.

MOSTAGANEM

Plus de 11.000 aides au logement rural

Plus de 11.000 aides financières pour la réalisation d'habitations rurales ont été distribuées, en l'espace de deux ans, dans la wilaya de Mostaganem, a indiqué, mercredi, un communiqué des services de la wilaya. La même source précise que plus de 11.000 nouvelles aides ont été accordées durant les années 2024 et 2025, dont 9.000 pour la seule année en cours. A ces aides s'ajoutent 2.000 nouvelles aides récemment attribuées à la wilaya et qui seront réparties entre les différentes communes, dans les prochaines semaines, ajoute le communiqué. Concernant le nouveau programme de logements location-vente (AADL 3), le communiqué indique que les assiettes foncières ont été

retenues pour accueillir ce programme et que les actes de propriété ont été remis à l'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL). Dans ce cadre, une assiette foncière a été réservée pour la création d'un nouveau pôle urbain comprenant 3.600 unités d'habitat dans le cadre de la première tranche allouée à la wilaya de Mostaganem. Ce pôle sera implanté dans la commune de Mazagan, à l'entrée sud de la ville. Selon les services de la wilaya, le secteur de l'habitat a connu un bond qualitatif en 2025, avec le lancement de plusieurs grands chantiers en mars, mai et juillet derniers. Une partie de ce programme en cours devra être livrée en novembre prochain.

Le congrès européen d'oncologie (ESMO 2025) tenu cette semaine à Berlin a été l'occasion de présenter une nouvelle classe de médicaments: les conjugués anticorps-médicaments (ADC). Ces traitements « intelligents » associent un anticorps dirigé contre HER2 à un agent chimiothérapeutique puissant, acheminé directement vers les cellules cancéreuses.

Les cancers du sein dits HER2 positifs représentent environ un cancer du sein sur cinq. Ce sous-type se caractérise par une sur-expression du gène HER2, responsable d'une croissance tumorale rapide et d'un risque élevé de récurrence. Depuis vingt ans, les thérapies ciblées comme le trastuzumab (Herceptin) ont profondément amélioré la survie. Cependant malgré ces progrès, « une partie des patientes voit encore la maladie persister après les traitements standards », expliquent les spécialistes. L'espoir d'une nouvelle option thérapeutique se dessine grâce aux résultats de deux vastes études présentées lors du congrès européen d'oncologie (ESMO 2025) à Berlin. Lors de cette manifestation scientifique, un traitement a été présenté : Enhertu, un anticorps conjugué de nouvelle génération qui ouvre la voie à une nouvelle ère thérapeutique, rapporte un article publié dans DocTissimo. Les données présentées samedi dernier au congrès de la Société européenne d'oncologie médicale (ESMO) révèlent une efficacité importante de cette nouvelle classe d'anticorps dits « conjugués », pour un meilleur ciblage de la chimiothérapie. Ces traitements « intelligents » associent un anticorps dirigé contre HER2 à un agent chimiothérapeutique puissant, acheminé directement vers les cellules cancéreuses. « Jusqu'ici réservés aux stades métastatiques, ces missiles ciblés entrent désormais dans la phase curative – avant ou après la chirurgie – avec des résultats impressionnants », souligne la même source. « Les nouveaux conjugués anticorps-médicaments montrent une promesse sans précédent dans les formes précoces de cancer », expliquent les scientifiques. L'essai DESTINY-Breast 05 a porté sur plus de 1 600 patientes atteintes d'un cancer du sein HER2+ présentant encore une mala-

die résiduelle après un traitement néoadjuvant (NDLR : donné avant la chirurgie) et une chirurgie 3. Cette situation, à haut risque de récurrence, est aujourd'hui traitée par le premier conjugué anticorps-médicament T-DM1 (trastuzumab emtansine)2. Le nouveau conjugué anticorps-médicament Enhertu (trastuzumab deruxtecan) a été comparé à ce standard. « Les résultats montrent que le risque de récurrence invasive ou de décès a été réduit de 53 % avec Enhertu par rapport au T-DM1. Trois ans après le traitement, 92,4 % des patientes traitées avec Enhertu étaient vivantes sans signe de rechute, contre 83,7 % dans le groupe T-DM1. L'étude montre aussi une réduction notable des métastases cérébrales » indique la même source. Selon le Pr Charles Geyer, professeur de médecine au UPMC Hillman Cancer Center et investigateur principal de l'essai, « ces résultats, associés aux données de sécurité, sont susceptibles de transformer la pratique cli-

nique dans ce contexte pour les patientes à haut risque, avec le potentiel pour Enhertu d'établir un nouveau standard de soin ». Toutefois, si ces avancées ouvrent des perspectives « enthousiasmantes », elles posent encore des questions. « Par exemple, les profils de toxicité doivent être soigneusement définis et des efforts importants sont nécessaires pour prévenir les toxicités permanentes ou mortelles. Le dosage, la durée et le séquençage des ADC doivent également être optimisés pour obtenir une efficacité maximale avec un minimum d'effets secondaires ». Selon le Dr Tarantino du Dana-Farber Cancer Institute et de la Harvard Medical School, « il s'agit d'une stratégie thérapeutique au potentiel considérable, que nous commençons seulement à exploiter, promettant de réduire les taux de récurrence et d'améliorer la survie dans de nombreux cancers dans les années à venir ».

A.B.

CANCER DU SEIN

Nouvelle thérapie des anticorps conjugués



BOUIRA

42.000 doses de vaccin attribuées

Une quantité de 42.000 doses de vaccin ont été attribuées cette année à la wilaya de Bouira pour lancer, à partir de mardi, la campagne de vaccination contre la grippe saisonnière, a-t-on appris lundi auprès de la direction de la Santé et de la Population (DSP). « Cette quantité de vaccins reçue à Bouira la semaine dernière est en hausse de 2000 doses par rapport à l'année dernière (2024) », a indiqué à l'APS Dr Hanni Boualem, chef du service de la prévention à la DSP. « Tout est fin prêt pour lancer cette campagne mardi à travers toute la wilaya, notamment dans les établissements publics hospitaliers (EPH), les établissements publics de santé de proximité (EPSP), les établissements privés et les pharmacies », a assuré Dr Hanni. Ce dernier a insisté sur la nécessité pour les citoyens de se faire vacciner contre la grippe saisonnière, notamment pour les personnes âgées, et les personnes atteintes de maladies chroniques. Le personnel de la santé est également concerné par cette campagne de vaccination, afin qu'il puisse se protéger contre la maladie, mais aussi pour qu'il puisse mener la campagne et prendre en charge les malades en leur prodiguant les soins nécessaires, notamment en cas de complications, a expliqué Dr Hanni. « La vaccination est un moyen efficace de prévention et de lutte contre cette maladie contagieuse qui fait des centaines de milliers de morts chaque année à travers le monde », a-t-il déclaré, s'appuyant sur les données de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Une campagne de sensibilisation sur l'importance de la vaccination contre la grippe saisonnière a déjà été lancée depuis plusieurs jours, notamment à travers des émissions diffusées sur les ondes de la radio locale de Bouira, a fait savoir le même responsable.

NAMIBIE

Premier cas confirmé de "Mpox"

La Namibie a déclaré une épidémie de mpox après la détection d'un premier cas dans la ville côtière de Swakopmund, à l'ouest de la capitale Windhoek, ont rapporté lundi des médias. « Le patient reçoit un traitement complet et est placé en isolement à l'hôpital de district de Swakopmund, dans un état stable », a indiqué la ministre de la Santé et des Services sociaux, Espérance Luvindao, dans un communiqué. Le mpox, une maladie zoonotique (transmissible de l'animal à l'homme), a été signalée ces dernières années dans de nombreux pays à travers le monde. En Afrique, environ 17 pays connaissent actuellement des flambées actives, dont la Zam-

bie, le Malawi, la Tanzanie et la République démocratique du Congo, au sein de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC). Luvindao a précisé qu'une enquête préliminaire avait établi un lien entre ce cas et des ressentis de voyage transfrontalier dans la région de la SADC, ajoutant que les autorités avaient activé une réponse d'urgence de santé publique et mobilisé les ressources nécessaires pour contenir l'épidémie. « L'identification de cas supplémentaires et la surveillance des contacts directs se maintiennent sous la supervision des autorités sanitaires de la région d'Erongo, dont Swakopmund est la capitale », a-t-elle ajouté.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Élimination d'Ebola en décembre

Les autorités sanitaires pourraient déclarer début décembre la fin de l'actuelle épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo (RDC), si aucun nouveau cas n'est signalé d'ici là, a indiqué dimanche l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Le bureau régional de l'OMS pour l'Afrique a fait cette annonce via un communiqué, alors que le dernier patient hospitalisé a été déclaré guéri et a quitté le centre de traitement. Cette guérison marque une « étape majeure » dans la lutte contre la maladie à virus

Ebola. « Cette sortie marque le début d'un compte à rebours de 42 jours, au terme duquel l'épidémie pourra être officiellement déclarée terminée, à condition qu'aucun nouveau cas ne soit détecté », peut-on lire dans le communiqué. Depuis la déclaration de l'épidémie le 4 septembre dans la zone de santé de Bulape, dans la province du Kasai, 64 cas ont été enregistrés, dont 53 confirmés et onze probables. A ce jour, 19 patients sont guéris et aucun nouveau cas n'a été signalé depuis le 25 septembre, selon l'OMS.

Mohamed Janabi, directeur régional de l'OMS pour l'Afrique, a salué les efforts déployés. « La guérison du dernier patient, seulement six semaines après la déclaration de l'épidémie, est une réussite remarquable. Elle illustre la force du partenariat, l'expertise nationale et la détermination collective à surmonter les obstacles pour sauver des vies ». En septembre 2022, la RDC avait déclaré la fin de sa 15e épidémie de virus Ebola, apparue avec un cas confirmé dans la province du Nord-Kivu (est).

MADAGASCAR

Un Premier ministre technocrate

Après avoir consulté l'Assemblée nationale, Michael Randrianirina a choisi lundi Herintsalama Rajaonarivelo, comme nouveau Premier ministre. Grand inconnu du monde politique, le nouveau Premier ministre a déjà occupé plusieurs postes à haut responsabilité dans le secteur privé notamment en tant qu'ancien Président du Conseil d'Administration (PCA) de la Banque BNI Madagascar.

Deux jours après sa prestation de serment devant les juges de la Haute Cour Constitutionnelle, le vendredi 17 octobre dernier, le Président de la Refondation de la République de Madagascar, Michaël Randrianirina a nommé Herintsalama Rajaonarivelo comme nouveau Premier ministre ce lundi 20 octobre au cours d'une cérémonie officielle au Palais d'État d'Iavoloha. Lors d'un bref discours pendant la cérémonie de présentation du nouveau Chef du gouvernement, le Colonel Michaël Randrianirina a souligné que cette nomination a été faite suite à la proposition des membres de l'Assemblée nationale. « Il a été choisi pour ses compétences, son expérience, sa relation avec les organisations internationales », a indiqué le Chef



d'Etat. Ce choix devrait ainsi répondre aux revendications des manifestants de la Gen Z qui ont fait part de leur souhait de voir désigner, un Premier ministre, non politicien. Grand inconnu du monde politique, le nouveau Premier ministre a déjà occupé plu-

sieurs postes à haut responsabilité dans le secteur privé notamment en tant qu'ancien Président du Conseil d'Administration (PCA) de la Banque BNI Madagascar. Diplômé du 3ème cycle en Économie Industrielle et Économie d'entreprise, il fut également

consultant international auprès de plusieurs organismes internationaux comme la Banque Mondiale, l'Union Européenne, la COMESA, la Communauté de développement de l'Afrique Australe (SADC), la Commission de l'Océan Indien. Il a déjà dirigé le groupement des patronats malgaches (FIVM-PAMA) et contribué à l'élaboration de plusieurs projets de développement appuyés par les partenaires internationaux au profit du gouvernement malgache. Il succède ainsi à Zafisambo Ruphin Fortunat, nommé par l'ancien Président Andry Rajoelina le 6 octobre dernier, après la dissolution du gouvernement le 29 septembre, au moment fort de la crise politique qui s'est déclenchée le 25 septembre dernier, date de début des manifestations de la Gen Z à Madagascar.

Etats Unis

Trump en Chine au début de 2026

Donald Trump a dit lundi qu'il se rendrait en Chine au début de l'année prochaine pour rencontrer le président Xi Jinping, avec lequel il doit bientôt s'entretenir en marge du sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (Apec). Aux côtés du premier ministre australien Anthony Albanese qu'il recevait à la Maison-Blanche, le président américain a également exprimé ses doutes quant à une éventuelle invasion de Taïwan par la Chine. « Je pense que tout ira bien avec la Chine. La Chine ne souhaite pas faire cela [...] Je ne vois pas ça arriver », a déclaré M. Trump au sujet d'une invasion de Taïwan, une île

peuplée de 23 millions d'habitants que Pékin estime faire partie de son territoire. La Chine dit vouloir une « réunification pacifique » avec Taïwan mais n'exclut pas l'usage de la force pour y parvenir. Face à la presse, Donald Trump s'est montré positif sur sa relation avec son homologue chinois, alors que les deux pays entretiennent des relations tendues, notamment sur le plan commercial. « J'ai été invité en Chine, et j'irai sûrement en début d'année prochaine. C'est à peu près organisé », a déclaré le président américain, qui va rencontrer Xi Jinping pour la première fois de son second mandat à la

fin du mois en Corée du Sud pour le sommet de l'Apec (31 octobre-1er novembre). Sa priorité, a-t-il dit, est de parvenir à un accord commercial « équitable » avec la Chine. Il a toutefois refusé de répondre à la question de savoir s'il était prêt à sacrifier le soutien américain à Taïwan dans le cadre d'un accord avec la Chine. « Je veux être bon envers la Chine, j'aime ma relation avec le président Xi, nous avons une très bonne relation », a affirmé Donald Trump. Les États-Unis ne reconnaissent pas diplomatiquement Taïwan mais sont son principal soutien en matière de sécurité.

SAN FRANCISCO

Trump menace de déployer la Garde nationale

Donald Trump a menacé d'envoyer des militaires de la Garde nationale à San Francisco (ouest), comme il l'a fait dans d'autres grandes villes américaines dirigées par des démocrates, lors d'une interview télévisée diffusée dimanche. « Nous allons aller à San Francisco », a répondu le président américain à une journaliste de Fox News qui l'interrogeait si cette ville californienne serait la prochaine sur sa liste. Depuis son retour au pouvoir, Donald Trump a envoyé des militaires à Los Angeles, Washington et Memphis contre l'avis des autorités locales démocrates pour, selon lui, lutter contre l'immigration illégale et la criminalité, des actions vivement critiquées par l'opposition. Ses déploiements à Chicago et Portland ont eux été suspendus par des juges,

qui ont argué du manque d'éléments crédibles justifiant une telle mesure. « La différence (avec Chicago) c'est qu'à San Francisco, ils nous veulent », a assuré le président républicain dimanche, sans détailler ce qu'il entendait par là. Le PDG du géant informatique Salesforce basé à San Francisco, Marc Benioff, a récemment dit qu'il pensait que l'armée devait être déployée dans la ville mais le maire démocrate Daniel Lurie et d'autres représentants locaux ont exprimé leur opposition à une telle mesure. Depuis, Marc Benioff s'est rétracté et excusé. Donald Trump a par ailleurs réitéré dimanche sa menace de recourir à l'état d'urgence pour poursuivre ces déploiements critiqués par l'opposition et des organisations de défenses des droits civiques.



Italie
2 morts parmi les migrants secourus

Les garde-côtes italiens ont déclaré dimanche avoir secouru 91 personnes à bord d'un bateau de migrants à la dérive au large de l'île de Lampedusa (sud), mais deux hommes ont été retrouvés morts. Lors de l'inspection des zones sous le pont, d'autres migrants dans un état de santé grave et deux corps, tous deux masculins, ont été découverts, ont-ils précisé dans un communiqué. Les survivants – 85 hommes,

une femme et cinq mineurs présumés – ont été débarqués et certains ont été transportés à l'hôpital par hélicoptère. L'agence de presse italienne Ansa a précisé que les deux migrants étaient morts après avoir inhalé de l'essence sous le pont, tandis que 14 migrants étaient dans un état grave. Les migrants étaient originaires du Pakistan, d'Erythrée et de Somalie, selon la même source.



CATASTROPHES

Comblent les lacunes du système d'alerte

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a appelé lundi à des mesures pour combler les lacunes du système mondial de surveillance destiné à protéger les populations des phénomènes météorologiques extrêmes, affirmant que de telles alertes précoces sont particulièrement nécessaires dans les pays en développement. Lors d'une réunion spéciale à Genève, l'OMM a déclaré qu'au cours des cinq dernières décennies, les catastrophes liées au temps, à l'eau et au climat ont tué plus de 2 millions de personnes, dont 90 % dans les pays en développement. La secrétaire générale de l'OMM, Celeste Saulo, a fait du renforcement des systèmes d'alerte précoce une priorité, mais seulement 55 % des pays ont encore renforcé leurs capacités de surveillance, selon les données de l'agence météorologique des Nations Unies. « Des millions de personnes ne sont pas protégées contre les intempéries dangereuses qui pèsent de plus en plus sur les biens économiques et les infrastructures vitales », a déclaré l'OMM dans un communiqué. Le nombre de pays utilisant des systèmes d'alerte précoce a doublé en trois ans pour atteindre 119. Mais une évaluation de l'OMM portant sur 62 pays a montré que la moitié d'entre eux ne disposent de capacités de base et que 16 % ont des capacités inférieures à ces capacités. « Alerte précoce signifie action rapide. Notre objectif n'est pas seulement d'avertir le monde, mais de lui donner les moyens d'agir », a déclaré Saulo, lors d'un discours d'ouverture de la conférence à Genève.

UE

Arrêt du gaz russe fin 2027

La majorité des pays de l'UE ont approuvé, lors d'une réunion des ministres de l'Énergie à Luxembourg ce lundi, l'interdiction d'importer du gaz naturel russe d'ici fin 2027. Une mesure proposée par la Commission au printemps dernier, qui sera débattue au Parlement européen. La Slovaquie et la Hongrie, deux pays enclavés fortement dépendants de l'énergie russe, se sont fermement opposés à cette interdiction, sans toutefois réussir à réunir une majorité pour la bloquer. De son côté, le Danemark, qui assure actuellement la présidence tournante de l'UE jusqu'à la fin de l'année, espère faire adopter définitivement la mesure d'ici le début de l'année prochaine. L'Union européenne cherche à mettre fin à sa dépendance aux hydrocarbures russes depuis le début de la guerre en Ukraine. Si les importations de pétrole russe ont été totalement arrêtées, l'UE reste encore partiellement dépendante du gaz russe : en 2024, la Russie a fourni 19 % des importations totales de gaz, contre 45 % en 2021.

CAN FÉMININE 2026/ALGÉRIE-CAMEROUN

Determination de Benstiti

A quelques jours de la double confrontation face au Cameroun (23 et 28 octobre), comptant pour le 2e et dernier tour qualificatif à la Coupe d'Afrique des nations féminine 2026, le sélectionneur national Farid Benstiti a affiché une détermination sans faille.

Par Marouane A.

En conférence de presse tenue au stade Nelson Mandela deBaraki, il a reconnu que «sur le papier, le Cameroun part favori», tout en affirmant que ses joueuses «donneront tout pour décrocher la qualification». «Statistiquement parlant, l'Algérie n'a jamais battu le Cameroun en compétition officielle. Logiquement, elles sont favorites. Mais il y a un début à tout, et nous allons tout faire pour changer la donne et arracher notre place à la CAN», a-t-il déclaré. Benstiti a tenu à replacer ce double rendez-vous dans une perspective plus large. Pour lui, la qualification à la CAN-2026 est une étape indispensable vers la concrétisation d'objectifs plus ambitieux. «Les quatre équipes africaines qualifiées pour le Mondial 2027 seront celles qui termineront aux quatre premières places de la CAN. Cela signifie que sans qualification à la CAN, aucun autre objectif n'est possible. C'est donc une priorité absolue», a expliqué le technicien algérien. Dans cette optique, le staff technique a misé sur la stabilité du groupe, en maintenant l'ossature de l'équipe tout en y intégrant quelques renforts offensifs capables d'apporter un plus. «Nous avons veillé à préserver l'homogénéité de notre jeu. Les nouvelles venues possèdent des qualités techniques et de



percussion qui pourront nous aider à faire la différence», a détaillé le sélectionneur.

UNE PRÉPARATION CIBLÉE ET UNE CONNAISSANCE FINE DE L'ADVERSAIRE

Depuis le tirage au sort, Benstiti a étudié en profondeur le jeu camerounais. «Nous avons réuni beaucoup d'informations sur notre adversaire. C'est une sélection solide, proche du niveau du Nigeria. Pas le même palmarès, certes, mais avec la même puissance physique et la même qualité technique», a-t-il reconnu. Le coach espère capitaliser sur la fraîcheur et la mobilité de ses joueuses pour créer la surprise dès le match aller, prévu le 23 octobre à

19h00 au stade Miloud Hadeff d'Oran, avant d'aborder le retour le 28 octobre à Douala (15h30) avec l'avantage psychologique. «Tout se jouera sur les détails, mais nous croyons en nos chances. Nous voulons offrir une qualification historique à l'Algérie», a-t-il conclu. Pour ce rendez-vous crucial, 26 joueuses ont été convoquées, dont deux issues du championnat national, actuellement en stage au Centre technique de Sidi-Moussa. La phase finale de la CAN féminine 2026 se déroulera du 17 mars au 3 avril au Maroc, tandis que le Mondial féminin 2027 aura lieu au Brésil du 24 juin au 25 juillet.

Marouane A.

OUT POUR 03 MOIS MESSAGE RASSURANT DE GOURI

Amine Gouri a entamé lundi le début d'un long chemin pour retrouver les terrains avec l'OM et l'Algérie. Victime d'un violent choc avec le gardien de l'Ouganda lors des éliminatoires pour le Mondial 2026, l'attaquant a été durement blessé à l'épaule droite. Mais selon les éléments que le principal intéressé a lui-même communiqué sur les réseaux sociaux, son opération médicale s'est déroulée à merveille ce lundi. "Opération bien passée", a confirmé Amine Gouri dans un message publié sur les réseaux sociaux depuis son lit d'hôpital. "Merci à tous pour vos messages et votre soutien. À très bientôt." Arrivé en janvier dernier à l'OM en provenance de Rennes, Amine Gouri faisait partie des joueurs régulièrement utilisés par Roberto De Zerbi cette saison avec sept apparitions sur neuf possibles toutes compétitions confondues. Mais si le buteur de 25 ans venait tout juste de débloquer son compte de buts avant la trêve internationale, sa grosse blessure vient stopper net sa campagne 2025-2026. Annoncé sur le flanc pour plusieurs mois, Amine Gouri ne devrait pas participer à la prochaine CAN avec l'Algérie au Maroc (21 décembre-18 janvier). Alors qu'il a déjà été victime de plusieurs luxations ces derniers mois, la blessure de l'attaquant phocéen va aussi priver l'OM d'une solution offensive jusqu'à son retour ou jusqu'au mercato hivernal. Interrogé sur l'idée de recruter un joker afin de compenser la longue absence d'Amine Gouri, Roberto De Zerbi a écarté cette possibilité. Ala place, le technicien italien préfère s'appuyer sur Pierre-Emerick Aubameyang et le jeune Robinio Vaz (18 ans). "Le mercato, c'est en janvier et Robinio (Vaz) est prêt. Je ne suis pas un entraîneur qui choisit un joueur en fonction de son CV. Avec le temps de jeu, les jeunes s'améliorent", a ainsi glissé le Transalpin face à la presse avant le carton offensif contre Le Havre (6-2) en Ligue 1.

MC SAÏDA LE COACH LIMOGÉ

La direction du MC Saïda a décidé de mettre fin aux fonctions de l'entraîneur de l'équipe première, Mohamed Kebdani, a-t-on appris lundi auprès de la direction du club évoluant en Ligue 2 amateur de football (groupe Centre-Ouest). L'équipe sera dirigée provisoirement par l'entraîneur adjoint Youb Djilali, qui assurera l'intérim lors du match prévu ce mardi contre l'US Béchar J'did, au stade du défunt moudjahid Saïd Amara à Saïda, dans le cadre de la 6e journée du championnat. La décision de se séparer de l'entraîneur Kebdani intervient après une série de mauvais résultats enregistrés par l'équipe depuis le début du championnat, la plaçant parmi les dernières positions du classement, selon la même source. La direction a indiqué que ce technicien n'a pas réussi à atteindre les objectifs fixés, notamment après la défaite du MCS lors de la précédente journée face à la JS El Biar. Le Mouloudia de Saïda occupe actuellement la 12e place au classement, avec 4 points obtenus en cinq matches.

ES TUNIS

Belaïli retrouve les terrains

L'attaquant international algérien Youcef Belaïli, rétabli d'une blessure musculaire, a repris l'entraînement ce lundi avec son club l'ES Tunis, actuel 2e de la Ligue 1 tunisienne de football. Belaïli a été contraint de déclarer forfait pour le match en déplacement, samedi face au Burkina Faso de Rahimo FC (victoire 1-0), lors du 2e tour préliminaire (aller) de la Ligue des champions. L'ancien joueur du MC Alger a également manqué le dernier match de l'équipe nationale, des qualifications de la Coupe du monde 2026, disputé le mardi 14 octobre face à l'Ouganda (2-1), au stade Hocine Ait-Ahmed de Tizi-Ouzou. En revanche, l'autre international algérien de l'Espérance, le défenseur central Mohamed Amine Tougaï, est toujours indisponible pour cause de blessure. L'EST prépare son match en déplacement face à l'ES Zarzis, prévu mercredi (15h00), pour le compte de la 10e journée du championnat tunisien.

LIGUE DES CHAMPIONS "ELITE" D'ASIE (3^E JOURNÉE)

Aouar s'illustre

Le milieu offensif international algérien Houssem Aouar, a contribué au large succès de son équipe Al-Ittihad Djeddah sur le terrain des Irakiens d'Al-Shorta (4-1), lundi soir au stade Al-Madina de Baghdad, à l'occasion de la 3e journée de la Ligue des champions "Elite" d'Asie. Aligné d'entrée par le nouvel entraîneur portugais Sergio Conceição, Aouar, de

retour à la compétition après une blessure à l'ischio-jambier, a inscrit deux buts coup sur coup : le troisième à la 60e minute, puis le quatrième à la 76e, avant de quitter la pelouse deux minutes plus tard. Ce retour en forme intervient après une période d'indisponibilité de 24 jours, qui l'a privé des deux dernières rencontres de l'équipe nationale lors

des qualifications de la Coupe du monde 2026, face à la Somalie (3-0) et à l'Ouganda (2-1). Ce succès, le premier dans la compétition après deux revers de suite contre les deux clubs émiratis d'Al-Wehda (2-1) et d'Al-Ahli Dubaï (1-0), permet au champion d'Arabie saoudite en titre de relancer ses chances dans ce tournoi continental.

Mondiaux 2025 de Gymnastique : Kaylia Nemour en finale

L'Algérienne Kaylia Nemour s'est brillamment qualifiée, lundi, pour la finale du concours général individuel des Mondiaux 2025 de gymnastique artistique, qui se tiennent à Jakarta (Indonésie), en totalisant 53,865 points : 15,533 aux barres asymétriques, 13,233 à la poutre, 12,666 aux exercices au sol et 12,433 au saut. Ce score a permis à l'Algérienne de prendre la deuxième place des qualifications derrière la Japonaise Aiko Sugihara (54,099 pts) et devant l'Allemande Karina Schnmaier (52,131 pts). La performance de la championne olympique 2024 aux barres asymétriques constitue une véritable percée : son

total de 53,865 points la place immédiatement parmi les favorites pour le sacre final. Elle a affiché une excellente note aux barres asymétriques (15,533) un agrès traditionnellement fort pour elle et globalement un niveau homogène sur les quatre appareils. Cette qualification marque une étape importante pour la gymnastique algérienne, qui voit ainsi l'une de ses représentantes accéder à une finale majeure de Mondiaux. La finale du concours général individuel féminin est prévue jeudi 23 octobre à Jakarta. Les Mondiaux 2025 se déroulent dans un format classique : une phase de qualification ouverte à de nombreux pays,

puis des finales par engin et par concours général. Pour la finale "All-Around", les 24 meilleures gymnastes issues des qualifications sont retenues (max. 2 par nation). Outre Nemour, la sélection algérienne compte six autres représentants : Adem Koughat, Houssam-Eddine Hamdouche, Bilel Bellaoui, Youcef Semani et Ahmed Ryad Aliouet chez les messieurs, ainsi que Sihem Hamidi chez les dames. Au total, 483 gymnastes (279 hommes et 204 femmes), issus de 82 pays, prennent part à ces Mondiaux, qui constituent le premier grand rendez-vous international depuis les Jeux de Paris 2024.

FC Barcelone
Le club toujours débiteur

Les finances sont toujours critiques au sein du FC Barcelone. Si Joan Laporta s'active depuis plusieurs années pour activer des leviers et ainsi sauver le club, le fair-play financier imposé par la Liga ne laisse pas de répit aux Catalans, qui accumulent encore des dettes. L'un des principaux volets concerne les sommes impayées aux autres clubs pour le recrutement de nombreux joueurs de l'équipe première. Comme l'indique Marca, le club a annoncé lors de l'assemblée générale des actionnaires que la dette totale du club en matière de transferts s'élève à 159 millions d'euros, dont 140 doivent être réglés lors de la saison en cours. Le montant est nettement supérieur à celui effectué l'an dernier (45 millions d'euros). L'été 2022, le Barça s'était montré dépensier, en achetant Robert Lewandowski, Raphinha et Jules Koundé pour un montant de 150 millions d'euros. Pourtant, trois ans plus tard, les Blaugrana doivent encore régler... 78 millions d'euros. Trois clubs français sont concernés dans cette affaire.

LAPORTA ANNONCE UNE AMÉLIORATION DE LA SITUATION

Pour la transaction de Jules Koundé, les Girondins de Bordeaux doivent récupérer 359.000 euros. Même la Brède FC, club de la

région bordelaise (R2) où l'international français a évolué, doit récupérer 80.000 euros. Enfin, Rennes attend 32.000 euros pour le transfert de Raphinha. Dans les nombreux transferts à régler, on retrouve ceux de Ferran Torres, Pau Victor, Dani Olmo, Vitor Roque ou encore Kika Nazareth, joueuse de l'équipe féminine. Le Barça est forcément attendu sur le plan financier, d'autant que les retards pris dans les travaux du Camp Nou ont un impact direct sur la santé financière du club, qui ne peut toujours pas jouer dans son stade. Cela représente un manque à gagner énorme pour le champion d'Espagne, qui accuse une dette à hauteur de 140 millions d'euros, un montant trois fois supérieurs à celui de l'année précédente (45 millions d'euros). Surtout que le Barça vient de boucler l'exercice 2024-2025 avec 17 millions d'euros de perte. "Nous sommes bien mieux lotis qu'il y a quatre ans et demi", a soutenu Joan Laporta dimanche. "Certaines affirmations me surprennent, tout peut être amélioré. Mais aujourd'hui, nous sommes bien mieux lotis qu'à notre arrivée. Cela me rappelle le dicton: 'Il n'est pire aveugle que celui qui ne veut pas voir'. Nous n'avons pas prêté attention aux proclamations apocalyptiques et nous avons défendu le Barça contre tous et tout."

Belgique : sept minutes de reprise pour une rencontre ?

On ne plaisante pas avec le règlement en Belgique. Touché par un gobelet lancé depuis les tribunes vendredi dernier lors du match de championnat entre le Standard de Liège et l'Antwerp, l'arbitre a renvoyé tout le monde aux vestiaires. Qu'importe si la rencontre touchait à son terme et qu'il ne restait que deux minutes avant d'entrer dans le temps additionnel... Agacé d'avoir été touché dans le dos par le projectile et peut-être aussi pour marquer le coup, l'officiel a interrompu la rencontre et a obligé le duel à se conclure lundi. "Un gobelet est venu toucher l'arbitre", s'est emporté le commentateur de la rencontre sur DAZN en direct. "Mais regardez ça, c'est tellement stupide!" Et plutôt que de reprendre le match un peu plus tard, la rencontre a repris lundi. Contrairement à la première partie où les fans étaient massés en tribune, ce Standard-Antwerp s'est achevé à huis clos. Contrairement à

la France où le match doit être fini (ou rejoué) dès le lendemain au risque d'être reporté à une date ultérieure, la Ligue belge a donc permis de boucler cette affiche de la 11e journée de Pro League. Interrompu avant un coup franc pour les locaux le long de la ligne de touche, le jeu a redémarré par ce même coup franc... mais avec un arbitre différent. Mené après un but dès les premières minutes et malgré une supériorité pendant plus d'une période, l'Antwerp s'est incliné dans ce choc entre mal classés (1-0) après sept minutes jouées lundi. Dixième du classement grâce sa précieuse victoire, le Standard de Liège s'est un peu éloigné de la zone de relégation mais pourrait s'exposer à des sanctions dans les prochaines semaines. Du côté du Royal Antwerp, on refusait de terminer le match si une sanction a posteriori n'était pas prise contre son adversaire liégeois.

Portugal : Ronaldo Jr sélectionné en U16

Il n'a pas fallu longtemps pour qu'il prenne ses marques en sélection de jeunes du Portugal. Quelques mois seulement après ses débuts avec les U15 lors du tournoi international Vlatko Markovic en Croatie - où il avait inscrit un doublé en finale - Cristiano Ronaldo Jr a été appelé pour

évoluer avec les U16 de la Selecao pour un tournoi amical en Turquie fin octobre-début novembre. Une compétition lors de laquelle les joueurs du sélectionneur Filipe Ramos affronteront l'Angleterre, le pays de Galles et la Turquie. Comme cela avait été le cas en mai dernier, de

nombreux clubs européens devraient prendre le temps de venir observer le jeune homme en envoyant des émissaires. Manchester United, Tottenham, le Bayern, le Borussia Dortmund... Tous s'étaient rendus en Croatie pour assister aux débuts du fils de CR7 avec le Portugal.



Zidane au centre d'une polémique

Invité d'honneur de la Multiverse Swiss Expo, Zinedine Zidane avait attiré des milliers de curieux à la Genève Arena. L'organisation avait promis un événement «hors du temps», assurant aux participants une rencontre unique avec l'ancienne légende du Real Madrid. «Dans notre monde, il est une icône. Mais dans le Multiverse... il devient un mythe», pouvait-on lire sur les supports promotionnels. Les fans espéraient échanger quelques mots, obtenir des autographes, voire participer à un match annoncé entre Zinedine Zidane et le public. Mais la réalité fut toute autre. Si Zinedine Zidane a bien foulé la pelouse pour une rencontre amicale face aux joueuses du Servette FC Chênois, selon Foot Mercato, le public, lui, n'a jamais eu l'occasion de partager le terrain. Les moments d'échanges et de dédicaces, pourtant au cœur de la communication de l'événement, ont été purement et simplement annulés. Résultat : colère et incompréhension parmi les fans. Certains visiteurs, notamment ceux munis de pass VIP, ont exprimé leur indignation face à une organisation défaillante. «On était aussi censé avoir accès à un salon privé et recevoir des repas de midi, mais les membres du staff étaient incapables de nous orienter», a témoigné un père de famille. Il aurait déboursé 1.300 euros pour un pass VIP destiné à lui et à

L'apparition de Zinedine Zidane à Genève, lors de la Multiverse Swiss Expo 2025, devait être un moment d'exception. Attendu comme une rencontre inédite entre le champion du monde français et ses fans suisses, l'événement a rapidement tourné à la désillusion. Promesses non tenues, organisation chaotique, altercations et plaintes : ce qui devait être une célébration s'est mué en fiasco retentissant. A son insu, Zinedine Zidane s'est retrouvé au centre d'une véritable polémique, ternissant une image d'ordinaire irréprochable.

ses deux fils. D'autres ont dénoncé une publicité mensongère et des conditions de sécurité insuffisantes. Les tensions ont fini par dégénérer. Plusieurs altercations ont éclaté entre visiteurs et personnel de la Multiverse Swiss Expo, alors que la frustration montait dans les rangs. En tout,

près d'une cinquantaine de plaintes ont été déposées auprès des autorités locales. Pour un événement censé célébrer la pop-culture et l'inspiration autour de Zinedine Zidane, le contraste avec les attentes initiales est saisissant.

LES EXPLICATIONS DE L'ORGANISATEUR FACE AU CHAOS

Face à la polémique, Nabil Djaafri, responsable de l'événement, a pris la parole dans La Tribune de Genève pour justifier les décisions prises. «Dès que Zidane s'est présenté au public, j'ai vu un enfant se faire écraser contre une barrière», a-t-il affirmé. «On est peut-être le premier événement du genre à faire venir Zizou, mais on ne veut pas être le premier à envoyer un gosse dans le coma. Alors, on a changé nos plans.» Selon lui, la priorité absolue a été la sécurité du public. Le responsable a également évoqué des scènes de panique au moment où Zinedine Zidane est apparu: «Certains ont sauté par-dessus les barrières après le match qu'il a joué. J'ai même vu un papa lancer son fils en direction de Zidane.» Une situation jugée incontrôlable, qui aurait conduit à l'annulation de la séance de questions-réponses prévue. «La session de questions-réponses annulée ? J'avais simplement trop peur pour la sécurité du public, et surtout des enfants», a-t-il expliqué.

LIGUE DES CHAMPIONS : DEMBÉLÉ ET DOUÉ, LE RETOUR DES CADORS AVEC LE PARIS SAINT-GERMAIN

Le Ballon d'or Ousmane Dembélé, touché depuis plusieurs semaines à la cuisse droite, fait son retour dans le groupe du PSG qui devait affronter hier le Bayer Leverkusen en Ligue des champions. Désiré Doué sera également présent après une première titularisation encourageante vendredi dernier contre Strasbourg à l'issue de plusieurs semaines d'absence. Victime d'une «lésion sévère de l'ischio droit» avec les Bleus le 5 septembre dernier, Ousmane Dembélé a suivi des soins dans une clinique spécialisée de Doha au Qatar pendant la trêve internationale et a repris l'entraînement collectif la semaine dernière. Le Ballon d'Or s'est entraîné

normalement samedi, selon des images diffusées par le club, et devrait connaître sa première apparition avec le PSG depuis qu'il a remporté la distinction individuelle suprême. Après six semaines d'absence, comme cela a été annoncé au moment de sa blessure, l'attaquant français devrait entrer en jeu face à Leverkusen, 5^e de Bundesliga, pour la 3^e journée de la phase de la Ligue des champions. En plus de Dembélé, le PSG a retrouvé vendredi dernier Désiré Doué, touché au mollet le 5 septembre, et l'attaquant géorgien Khvicha Kvaratskhelia. Le capitaine Marquinhos, absent vendredi, devait aussi faire partie du voyage à Leverkusen

mais pas Fabian Ruiz, ni Joao Neves. «Il y a des retours et ce sont des très bonnes nouvelles» Désiré Doué va pouvoir lancer sa saison pour de bon. Sa blessure lui a fait manquer six matches avec le PSG et trois matches avec l'équipe de France. Une éternité pour ce gros travailleur à l'hygiène de vie irréprochable, qui selon son entourage prend volontiers du rab d'entraînement individuel entre les séances collectives. «Je suis content. Il y a des retours et ce sont des très bonnes nouvelles. Je pense qu'il reste encore trois ou quatre joueurs importants à réintégrer dans l'équipe», a commenté le coach Luis Enrique.

LES MOTS CROISÉS

LES MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT
I. Après sa mort, divers poèmes et essais furent publiés sous le titre MIRACLES (1924). II. Impensable en salle de réanimation. III. Chaussais, et prenais soin des pieds. Interjection exprimant le doute. IV. La place forte de cette commune fut cédée à la France en 1713 suite au traité d'Utrecht. Il était donc étendu sans mouvement. V. Fleuve côtier de France et de Belgique. Arrivée en fin d'année. Fait forcément bonne impression. VI. Deux lettres en une seule. Comme de bien entendu... VII. Tête d'ahuri. Sultan d'Egypte de la dynastie des Mamelouks Burdjites. Prend tout autant soin des arabes que des anglais. VIII. Deux otées de huit. Pronom indéfini. En Bolivie andine et à près de 4 000 mètres d'altitude. IX. Un quartier d'Aix-les-Bains. Conjonction. Quelque chose de monstrueux que l'on retrouve en Russie. Au milieu du Togo. X. Elle rejoint le Rhin à Bâle. Ce n'est pas que pour les malaises que certains le prennent en main. XI. Ce genre d'échange, on le retrouve dans le métro parisien. Mise plus bas que terre. XII. Point décisif dans les arts martiaux. Morceau de pain. A de fortes mâchoires. XIII. Nom donné aux auteurs des massacres de septembre 1792.

VERTICALEMENT
1. Couvent de femmes fondé à Paris rue de Sèvres en 1640 et où Madame Récamier résida de 1819 à 1849. 2. Roi de France, fils de Philippe Egalité et de Louise-Marie de Bourbon-Penthièvre. 3. Différents. Ce général français fut le gouverneur de Dantzig. 4. Peuvent-elles être amenées à rire jaune ? Morceau d'entrecôte. 5. Premier mot du nom de la capitale de la province de Khanh Hoa. Rouge, elle ne peut en aucun cas être un signe avant coureur. 6. Faisons semblant. 7. Ils vivent près d'un point d'eau dans le désert. Vièle arabe. 8. Dans un

12345678910111213

I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												
XI												
XII												
XIII												

MOTS MÊLÉS

Laphrase-mystère est :
LA PALME D'OR

ADSL
ANTIVIRUS
ARNAQUE
AROBASE
AVATAR
BANDEAU
BONUS
CERTIFICAT
COMMUN

CONNEXION
COOKIE
COURRIEL
ECRAN
EMAIL
EMOTICONE
ETOILE
FIBRE
FORUM

FRAUDE
GOOGLE
HACKER
INTRANET
LOGICIEL
MODEM
NUMERIQUE
OCTET
PAREFEU

PIRATE
PIXEL
PLUGIN
PODCAST
PORTABLE
PRESSE
RESEAU
SMILEY
SPAM

SURFER
TCHAT
VEILLE
WEBMASTER
WIFI

T	S	A	C	D	O	P	I	X	E	L	I	O	T	E
M	E	M	O	T	I	C	O	N	E	T	C	H	A	T
O	B	A	N	D	E	A	U	T	S	M	I	L	E	Y
A	O	P	N	U	M	M	O	C	O	C	T	E	T	C
R	N	S	E	R	E	T	S	A	M	B	E	W	A	E
N	U	T	X	R	L	E	E	H	A	C	K	E	R	R
A	S	E	I	K	O	O	C	N	O	P	A	C	I	T
Q	U	Q	O	V	G	S	U	U	A	O	V	R	P	I
U	U	A	N	R	I	U	R	R	R	A	A	L	F	
E	F	P	E	D	C	R	E	E	O	T	T	N	U	I
L	O	R	R	S	I	F	U	E	B	A	A	N	G	C
G	R	E	A	E	E	C	S	A	B	R	H	I	A	
O	U	S	L	U	L	R	A	D	S	L	E	R	N	T
O	M	S	M	O	D	E	M	C	E	E	M	A	I	L
G	V	E	I	L	L	E	R	B	I	F	I	W	H	E

ANGLO-NORMANDE FACE À QUIBERON	ÎLE DE CHARENTE COMBATTI- RENT	VOLAILLE	ÎLE DE VENDEE GÉNÉRAL SUDISTE	BRAVA	PAYS MAGIQUE VOISINE D'OLÉRON
ARTÈRE SCÈNE	SANS PARTI RISQUES	POLICE SECRÈTE INTER- JECTION	VOISINE DE HOËDIC SALLE OBSCUR	ÎLE DU MORBIHAN SIÈGE	MÂCHOIRES DE FER
FOURRURE CHARO- GNARD	GRAND PAYS DOULEUR	PERCHE ÉLECTRIQUE	ALTERNATIVE GROS TITRES	JEUNE	
ÎLE LA PLUS À L'OUEST DU CONTI- NENT	EMPLOYER	PROCHE NIVEAU DE VIE	PERSONNEL	MÉPRISANT	
EXPLOSIF GUITARE INDIENNE	ÎLES DE LA MÉDITERRANÉE ASSEMBLER	ÎLE DU FINISTÈRE ORDINATEUR	USÉE		
RELIE L'ÎLE DE RÉ AU CONTINENT	PAYS HIMALAYEN VENTILE	PIÈCE DE CHARRUE BAIE	ABSORBÉ		
FACE À LA POINTE DU RAZ ENDUIT	SANS GRAVITÉ AVANT LE VERBE	DOONNE LE TON	NÉGATION		
REPENTIR	CITÉ ENGLOUTIE	GREFFE			

SUDOKO

			8		4		5	
	8					6		
4		9						
				1			7	5
	7		6	3				
		2						
	2	7			3	4	8	
			9			3		
		6		7				9

SUDOKO — LES MOTS CROISÉS

639851274

8	1	7	4	5	2	6	3	9
4	5	2	3	7	6	8	9	1
1	6	9	3	5	8	4	7	2
2	8	6	7	1	3	5	4	9
7	4	5	2	6	9	1	8	3
3	2	8	1	4	5	6	9	7
9	7	1	6	3	8	4	5	2
5	6	4	9	2	7	3	1	8

S N O U T I S R E
E S U E A S I C
G S L E R A T U N
A E M B Q B A
L I R E T I O S
L T E E T N V
A R I T E S I R
B T S E M A P O
M S S E U G A L R
E S T A G E C O M
10987654321

SOLUTION
LES MOTS FLÉCHÉS

E	X	A		S	U	C	O	L	B
R			S	R	E		N	A	
I	A	I	A	T	A	C	E		O
	E	E	L	E	L	E	S	C	
E	P			T	E		N	I	B
S	A	R	A		E	F	O		
S	R	E		A	R	A	I	N	F
E	N	D	I		E	T	E		
I		E	I	T	E	R	A	I	R
L		M		B		A			D

FESTIVAL NATIONAL DE LA CRÉATION FÉMININE

À Alger, le Sud algérien fait entendre la voix de ses créatrices

À la villa Boulkine d'Hussein Dey, le Festival national de la création féminine met à l'honneur les artisanes, artistes et musiciennes venues du Sud. Parmi elles, Leïla Assas, fondatrice de l'agence « Ziara Culture », incarne une nouvelle génération d'actrices culturelles engagées dans la reconnaissance du patrimoine vivant et la visibilité des femmes qui le préservent.

■ Par : Samy Terki

Sous les orangers de la villa Boulkine, à Hussein Dey, le Sud algérien occupe le devant de la scène à l'occasion du Festival national de la création féminine. L'événement, placé sous le signe du dialogue des cultures, met en lumière la richesse du patrimoine féminin à travers l'artisanat, la musique, les traditions et les initiatives culturelles. Cette édition accueille notamment des troupes féminines du Sud, dont Nilia de Tindouf, et valorise les gardiennes de savoirs ancestraux au sein d'une boutique éphémère installée sur le site du festival. Parmi celles qui portent cette dynamique figure Leïla Assas, fondatrice de l'agence d'ingénierie culturelle Ziara Culture. Depuis 2022, cette entrepreneure œuvre à « l'accompagnement des artistes, artisans et actrices culturelles par la formation, le coaching et l'entrepreneuriat culturel ». Il y a une quinzaine d'années, alors qu'elle n'a qu'une vingtaine d'années, Leïla Assas quitte la capitale pour Timimoun, « pour fuir la pression de la vie ». Ce qu'elle pensait être un refuge temporaire deviendra le creuset de sa passion pour le patrimoine saharien. Enseignante, elle bénéficie d'un logement de fonction au sein d'une école. « J'ai eu cette chance folle d'avoir des voisines géniales, merveilleuses. C'est ce qui a fini par forger mon ADN, mon identité culturelle », confie-t-elle. C'est en classe qu'elle découvre un paradoxe, ses élèves « apprennent de grandes civilisations lointaines mais étaient incapables de parler de leur propre patrimoine ». Une situation qu'elle juge absurde dans une région « riche d'histoire ». En 2009, Timimoun vivait encore « hors du temps ». « Pas de réseau internet, pas de téléphone mobile ni même de ligne fixe. On n'avait même pas le gaz de ville, alors qu'on produit du gaz », raconte-t-elle avec un sourire. Les livres deviennent alors ses com-



pagnons. Elle s'y plonge, découvre et documente les histoires de cette région qu'elle refuse de voir réduite à l'adjectif « désertique ». « C'est là que j'ai rencontré des femmes incroyables, des chanteuses comme Fatna Dahmani qui chantait depuis 30 ans sans jamais avoir été repérée », se souvient-elle. Cette absence de reconnaissance la touche profondément et l'incite à créer Ziara Culture. Ses premiers pas dans le journalisme culturel, en 2014, lui ouvrent de nouvelles perspectives, elle collabore avec un média en ligne et découvre que sa plume trouve son sujet de prédilection, le patrimoine saharien. Depuis, elle mène un combat de longue haleine contre « l'invisibilisation des gardiennes du patrimoine ». Pour elle, ces artisanes « ne travaillent pas dans l'anonymat mais sont invisi-

bilisées ». Elle en appelle à la responsabilité collective : « Journalistes, organisateurs de festivals, commissaires d'exposition portent une part de responsabilité ». Et d'ajouter : « On continue à dire que nous avons rencontré une troupe de Timimoun, une troupe Hassania, un mot générique qui ne veut rien dire car il faut les nommer ces femmes détentrices d'un patrimoine inscrit à l'UNESCO, maîtrisent un savoir-faire millénaire, perpétuent des traditions musicales et artisanales uniques ». Le mot « folklorique » la révolte : « C'est très péjoratif. Des anthropologues, des sociologues de bonne foi se remettent en question. On peut parler de formations féminines traditionnelles, mais pas de folklore ». Derrière ce combat s'exprime une inquiétude sociale : nombre d'artisanes, dépourvues de

ressources, sombrent dans le chômage. D'où l'urgence, selon elle, de « les quantifier, les organiser dans des structures ». Pour Leïla Assas, la médiation culturelle passe aussi par des gestes simples. Lors d'un récent festival, elle raconte avoir appris à une artisane à « se présenter, donner son nom ». Certaines refusent d'être mises en avant : « Mais il y a des façons de faire, de les accompagner pour être un peu plus dans la lumière tout en respectant leurs choix, et ce festival est un espace d'expression où les voix du Sud peuvent enfin se faire entendre », souligne-t-elle. Durant cette semaine, Ziara Culture assure un accompagnement personnalisé pour les artistes et artisanes, axé sur le numérique et la transformation digitale. L'objectif est d'aider à s'affirmer, à se professionnaliser et à accéder à la visibilité que méritent leurs œuvres. « Il est temps de faire sortir nos artistes et artisanes de l'anonymat, aider ces jeunes à concrétiser leur projet », insiste-t-elle. Au-delà des frontières nationales, Mme Assas plaide pour une connexion panafricaine plus forte. Elle déplore la faible participation de l'Algérie à des initiatives continentales telles que le Bootcamp NO'OCULTURES CONNECT prévu à Lomé (Togo), les Rencontres musicales africaines (REMA) de Ouagadougou ou encore le Marché des arts du spectacle africain (MASA) d'Abidjan. « J'en profite pour lancer un appel à nos artistes pour se reconnecter à l'environnement culturel africain. Trop peu d'acteurs culturels algériens postulent aux appels à des projets ou participent aux événements internationaux. Il y a un réel potentiel, mais encore beaucoup de freins à lever... », alerte-t-elle. Figure montante du monde culturel algérien, Leïla Assas incarne une génération de femmes enracinées dans leur territoire et tournées vers l'avenir. Au Festival de la création féminine, sa présence en fait un acte de transmission, de solidarité et de structuration d'un secteur encore trop peu professionnalisé.

S.T.

LITTÉRATURE ET DIALOGUE DES CIVILISATIONS

Alger s'apprête à accueillir la 28^e édition du Salon international du livre

Du 29 octobre au 8 novembre, le Palais des expositions des Pins Maritimes vibrera au rythme du livre et des idées. Le 28^e Salon international du livre d'Alger (SILA) réunira plus de 1 200 exposants venus de 49 pays, autour du thème « Le livre, rencontre des civilisations », avec la Mauritanie comme invitée d'honneur. Le compte à rebours est lancé pour le 28^e Salon international du livre d'Alger (SILA), prévu du 29 octobre au 8 novembre 2025 au Palais des expositions de la SAFEX, aux Pins Maritimes. Présentée lundi à la Bibliothèque nationale d'El Hamma, l'édition 2025 s'annonce d'envergure. Selon son commissaire, Mohamed Iguerb, pas moins de 240 000 titres seront proposés par 1 254 exposants, algériens et étrangers, répartis sur 565 stands. Les organisateurs tablent sur une affluence de plus de 5 millions de visiteurs, un chiffre qui confirme la vitalité du rendez-vous culturel le plus populaire du pays. Placée sous le thème « Le livre, rencontre des civilisations », cette édition mettra à l'honneur la République islamique

de Mauritanie, invitée d'honneur. Un espace lui sera consacré pour mettre en valeur la richesse de sa production littéraire et intellectuelle, et rappeler la profondeur des liens historiques, culturels et économiques entre Alger et Nouakchott. Le programme culturel, fort de 55 activités, abordera des thématiques où se croisent Histoire, identité, Mémoire et ouverture sur le monde. Pour Mohamed Iguerb, « cette édition s'inscrit dans le contexte des mutations géopolitiques actuelles et invite à réfléchir sur la place du livre face aux bouleversements du monde contemporain ». Le SILA veut ainsi se poser en espace de dialogue et de pensée, autour des valeurs du vivre-ensemble et de la liberté intellectuelle. Parmi les moments forts, un hommage sera rendu à Abdelhamid Benhadouga, pionnier du roman algérien en langue arabe, à l'occasion du centenaire de sa naissance. Plusieurs rencontres reviendront sur son héritage littéraire et sur l'actualité de son œuvre, notamment Le Vent du sud. Un hommage sera également consacré à Rachid

Boudjedra, figure majeure de la littérature algérienne. L'édition 2025 accordera par ailleurs une large place aux luttes des peuples pour leur indépendance, en particulier en Palestine et au Sahara occidental. Dans ce cadre, un hommage sera rendu à Frantz Fanon, dont le centenaire de la naissance sera célébré. Les conférences consacrées au psychiatre et penseur de la décolonisation aborderont les héritages de son œuvre et la persistance du néocolonialisme sous ses différentes formes. Les débats traiteront aussi des défis contemporains, l'intelligence artificielle, les médias numériques, et la place du livre dans la défense des valeurs de liberté et de tolérance. Les questions de Mémoire et d'Histoire seront au cœur du programme, avec des conférences sur les crimes du colonialisme français, les massacres du 8 mai 1945, les offensives du Nord-Constantinois du 20 août 1955, ou encore la figure de l'Émir Abdelkader, considéré comme le fondateur de l'État algérien moderne. Le 4 novembre, un colloque inter-

national se tiendra à l'hôtel El Aurassi, sous le thème « L'Algérie dans la civilisation ». Cette rencontre mettra en lumière la contribution du génie algérien au patrimoine universel et le rôle historique des intellectuels du pays dans la transmission du savoir et de la pensée. Un espace jeunesse sera dédié aux enfants, avec des ateliers d'écriture, de lecture et de dessin autour de la littérature pour la jeunesse. Enfin, lors de la clôture, un prix littéraire récompensera de jeunes auteurs de moins de 30 ans, afin de soutenir les nouvelles voix de la littérature algérienne et leur offrir une véritable plateforme d'expression. Le SILA 2025 rendra également hommage aux figures littéraires et intellectuelles disparues, lors d'une cérémonie de clôture placée sous le signe de la reconnaissance et de la fidélité. Une manière, selon le commissariat, de rappeler que la littérature algérienne, par la diversité de ses voix, demeure l'un des plus puissants vecteurs de mémoire et d'universalité.

Samy T.

16

Alger

42°

Ouargla

29°

Oran

30°

Constantine

41°

FADJR

05:34

DOHR

12:54

ASR

15:55

MAGHREB

18:26

ISHA

19:45

Ajustement du programme de distribution d’eau dans plusieurs communes de Tipasa et d’Alger

Le programme de distribution d’eau potable va être ajusté dans plusieurs communes des wilayas de Tipasa et d’Alger, d’hier à jeudi en raison de travaux de maintenance à la station de Fouka 2, a indiqué la Société des eaux et de l’assainissement d’Alger (SEAAL) dans un communiqué. Selon ce dernier, la société chargée de l’exploitation de la station de dessalement d’eau de mer (SDEM) de Fouka 2 a programmé des travaux du 21

au 23 octobre, entraînant un arrêt total de la production durant cette période. Cette situation occasionnera une modification du programme de distribution dans neuf communes de la wilaya d’Alger et dans six communes de la wilaya de Tipasa. Dans la wilaya d’Alger, cet ajustement touchera les communes de Zéralda, Maalma, Rahmania, Staoueli, Aïn Benian, Hammamet, Cheraga et Soudania, où le programme de distribution sera partiellement mo-

difié. Dans la wilaya de Tipasa, les communes concernées sont Douaouda, Fouka, Bou Ismaïl, Khemisti, Bouharoun et Aïn Tagourait. La SEAAL a assuré ses clients résidant dans ces communes que le programme de distribution habituel serait progressivement rétabli après la remise en service de la station et le remplissage des réservoirs principaux, prévu vendredi prochain.

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D' INFORMATION /Mercredi 22 Octobre 2025//N° 1188// PRIX 20DA

Au cœur de l’exposition internationale ADEX 2025 Chanegriha salue le savoir-faire technologique de la Corée du Sud

En visite en République de Corée, le général d’armée Saïd Chanegriha, chef d’état-major de l’ANP, a pris part à la troisième journée de l’Exposition internationale de l’aérospatial et de la défense (ADEX 2025).



Il y a découvert les dernières avancées technologiques dans les domaines de la défense, de l’aéronautique et des véhicules spéciaux, tout en réaffirmant la volonté de renforcer la coopération bilatérale et le partage d’expertise avec les entreprises sud-coréennes. Le général d’armée Saïd Chanegriha a poursuivi, hier, sa

visite en République de Corée en se rendant à plusieurs stands de l’Exposition internationale de l’aéronautique et de la défense (ADEX 2025), consacrée aux technologies et innovations du secteur. Selon un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN), cette troisième journée de visite a permis au chef d’état-major

de l’Armée nationale populaire de découvrir les systèmes de défense, équipements et solutions industrielles les plus récents présentés par de grandes entreprises mondiales. La visite a débuté au pavillon de la société coréenne LIG Nex1, spécialisée dans la fabrication de missiles, de radars, de systèmes de communication, ainsi que dans les technologies de guerre électronique et de surveillance. Le général d’armée et la délégation qui l’accompagnait ont assisté à une présentation sur les dernières innovations de l’entreprise et les solutions qu’elle propose dans les domaines de la défense aérienne et des technologies avancées. Les représentants de LIG ont, à cette occasion, exprimé leur volonté de renforcer la coopération avec l’Algérie dans les échanges d’expertise et les projets d’intérêt commun, au service des deux pays amis. Le général d’armée a ensuite visité le pavillon des véhicules spéciaux de la société Kia, où il a assisté à un exposé détaillé sur les derniers modèles produits par l’entreprise, mettant en avant leurs technologies modernes et leurs performances industrielles. En clôture de sa tournée, le général d’armée et la délégation l’accompagnant ont été reçus par les responsables de Korea Aerospace Industries (KAI), spécialisée notamment dans la fabrication d’avions de combat. Ils ont pris connaissance des principaux projets en cours et à venir de la société. Le général d’armée Saïd Chanegriha a salué le haut niveau de développement atteint par KAI, tout en soulignant l’importance de consolider la coopération et d’élargir le partenariat dans les domaines de la recherche, du développement et de la formation, conclut le communiqué du MDN.

R.N.

Le vol à la sauvette : un phénomène urbain en pleine expansion

Seuls ou en groupe, ils utilisent souvent des techniques rapides, mais aussi « violentes », dans de nombreux lieux publics très fréquentés, comme les gares routières, les marchés et les transports en commun. Les téléphones portables, faciles à voler et à revendre, sont des « cibles privilégiées » pour ces délinquants. Ce phénomène prend de l’ampleur et se développe de manière inquiétante dans plusieurs villes. Malgré le renforcement des effectifs de police, les malfaiteurs opèrent de manière organisée et il est difficile de les arrêter. Avec l’arrivée sur le marché de matériel et d’objets de valeur, notamment les smartphones, ces derniers représentent une « source de profit » pour les malfaiteurs. Il s’agit d’une criminalité organisée et difficile à enrayer. La coordination entre les malfaiteurs rend ce phénomène plus inquiétant. Dans de nombreux cas, ils agissent en équipe, avec une stratégie bien rodée, ce qui complique les interventions policières. Pour mieux comprendre cette réalité, nous avons contacté Djeflal Mokrane, maître de conférences classe A, enseignant-chercheur en sociologie à l’université de Béjaïa. Selon lui, « ce type de vol est basé sur la discrétion du voleur, qui choisit l’endroit et le moment. Le voleur choisit également un endroit où il peut se dissimuler rapidement. Les objets volés sont généralement de petite taille, faciles à faire glisser et à cacher, puis à vendre de main à main. La victime ne se rend compte du vol qu’une fois que le voleur a disparu. Généralement, ce vol se produit lorsque la victime est distraite ou dans la foule. » Face à la multiplication de ces actes, les autorités locales ont décidé d’intensifier la lutte contre ce fléau en déployant des opérations spéciales et des patrouilles policières supplémentaires dans les zones les plus touchées. Des caméras de surveillance ont été installées dans les gares routières et les espaces publics, et des unités en civil ont été déployées pour repérer et interpellier les pickpockets. Parallèlement, des campagnes de sensibilisation sont organisées pour inciter les citoyens à la vigilance et à signaler toute activité suspecte. Les forces de l’ordre rappellent que la lutte contre ce phénomène ne peut réussir sans la collaboration active des citoyens pour réduire de manière significative le nombre de vols et rendre les espaces publics plus sûrs. En attendant, et malgré le long combat, la meilleure arme pour éradiquer ce fléau est la mobilisation conjointe des autorités et de la population.

Idir Mehdaoui

Écoles des cadets de la Nation:

Un modèle national d’excellence

Les Écoles des cadets de la Nation est un modèle national d’excellence en Algérie. «Les Écoles des cadets de la nation: une expérience nationale exemplaire pour inspirer et développer les écoles du pays». C’est sous ce thème que l’Assemblée populaire nationale (APN) a mis hier à l’honneur les Écoles des cadets de la nation dans le cadre d’une journée parlementaire. Cette rencontre initiée par la commission de l’Éducation, de l’Enseignement supérieur, de la Recherche scientifiques et des Affaires religieuses de l’APN s’est voulu une reconnaissance officielle de ce modèle éducatif jugé exemplaire et constituant un réservoir des futures élites militaires formées à la science et au savoir, et armées de valeurs patriotiques. Le président de la chambre basse du Parlement, Brahim Boughali, rappelle dans son allocution

que l’éducation est le fondement de toute civilisation et le véritable moteur du progrès des sociétés. «L’Algérie, consciente de cette vérité, a fait de l’éducation un droit universel, gratuit et obligatoire», souligne-t-il. De son avis, dans un monde où les nations rivalisent pour le leadership, l’École devient l’arme la plus puissante pour assurer un développement pérenne. C’est dans ce contexte que Boughali met en avant l’expérience des écoles de la nation, laquelle apparaît «comme un modèle exemplaire, fondé sur le mérite, alliant exigence académique, discipline, valeurs patriotiques et ouverture aux sciences modernes. «Cette école militaire garantit l’égalité des chances tout en cultivant un esprit de responsabilité envers la patrie. Elle n’est pas une création isolée mais le prolongement de l’héritage des écoles des Louveteaux de la Ré-

volution, créées en 1957, au cœur de la guerre de Libération nationale. Aujourd’hui, l’École des cadets de la nation reprend ce flambeau avec une vision contemporaine, en phase avec les exigences du monde moderne, tout en restant ancrée dans l’identité nationale et les principes de la Révolution», précise-t-il. S’appuyant sur l’expertise de l’Armée nationale populaire (ANP), «institution reconnue pour sa rigueur et sa capacité à former des hommes engagés envers la nation», il soutient que ce modèle démontre clairement que la discipline, la cohésion et l’excellence pédagogique peuvent aller de pair, faisant remarquer que cette journée parlementaire est une invitation à généraliser les bonnes pratiques issues de cette expérience car «l’École n’est pas de la seule responsabilité de l’État, mais un bien commun sociétal».

Mansouri s’entretient avec le sous-secrétaire d’État britannique aux Affaires du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord

Hier, au siège du ministère, la secrétaire d’État auprès du ministre des Affaires étrangères, Selma Bakhta Mansouri, s’est entretenue avec le sous-secrétaire d’État britannique aux Affaires du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord, Hamish Falconer, dans le cadre de la visite de travail qu’il effectue en Algérie, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre a permis de « passer en revue l’état des relations de coopération entre l’Algérie et le Royaume-Uni dans différents domaines, notamment politique et économique », et d’« examiner les moyens de les renforcer et de les développer

dans plusieurs secteurs, à l’instar des énergies renouvelables, de l’agriculture, du commerce, de l’investissement, du tourisme, de l’éducation et de la justice », précise le communiqué. Les deux parties ont également procédé à un échange. Elles ont également échangé leurs points de vue et analyses sur des questions régionales d’intérêt commun, et ont passé en revue l’évolution de la situation sur le continent africain, ainsi que les moyens de renforcer la concertation et la coordination entre les deux pays sur les questions liées à la paix, à la sécurité et au développement en Afrique.

